



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 17 NOVEMBRE 1945

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, NOVEMBER 17th, 1945

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi que rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente d'edocuments, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4° Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, of any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Tuesday, provided that none of the three last days of

semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au ponce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre

the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to this provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

L'Imprimeur du Roi,
REDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
8152 — 1-52

REDEMPTI PARATIS,
King's Printer.

Gouvernement House. Québec, June 27th, 1940.
8152 — 1-52

Lettres patentes

"Associated Wearing Apparel Inc."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf septembre 1945, constituant en corporation: Melvin Salmon, avocat, June Kirlin, sténographe, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, et Celia Cohen, sténographe, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter autrement acquérir et vendre ou autrement faire le commerce ou négoce de la laine, de tissus, lainages, soieries, toiles et vêtements de tout genre; faire le commerce qui consiste à manufacturer, acheter et vendre des vêtements de toute description, et acquérir, acheter, détenir, vendre ou autrement disposer, manufacturer, produire, importer et exporter toute sorte de lingerie et accessoires, sous le nom de "Associated Wearing Apparel Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-neuf septembre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11374

L. DÉSILETS.

Letters Patent

"Associated Wearing Apparel Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of September, 1945, incorporating: Melvin Salmon, advocate, June Kirlin, stenographer, spinster, both of the City of Montreal, and Celia Cohen, stenographer, spinster, of the City of Outremont, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with wool, cotton fabrics, woolsens, silks, linens, and clothing of every sort; to carry on the business of manufacturing, buying, and selling clothing of every description, and to acquire, purchase, hold, sell, or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export all kinds of wearing apparel and accessories under the name of "Associated wearing Apparel Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of September, 1945.

L. DÉSILETS,

11374-o

Deputy Attorney General.

"Bargain House of Canada Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huit septembre 1945, constituant en corporation: Michael Garber, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Jacob Harold Blumenstein, avocat, et Irene Rubin, secrétaire, fille majeure, les deux derniers de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Importer, exporter, manufacturer, acheter, vendre, distribuer, faire le commerce et négoce de marchandises sèches, nouveautés, articles électriques, menus objets, bimbelots, et articles semblables, ornements, nécessaires de toilette, parfums, lingerie, vêtements, habits de sport, chaussures, chapeaux, vêtements et articles tricotés, gants, fourrures, tweeds, cotonnades, tissus et étoffes de toutes sortes, marchandises en cuir, toiles, tapis, carpettes, couvre-lits, jouets, vêtements d'enfants, meubles, articles de ménage, accessoires de ménage, marchandises imperméables, parapluies, robes, tabliers, robes d'intérieur, robes de maison, salopettes, ceintures, bretelles, jarretelles, bandanes, foulards, machinerie, articles émaillés, faïence, porcelaine, plastique, poterie, verrerie, articles en métal, vaisselle, quincaillerie, appareils électriques, et diriger un service d'envois par colis postaux, et agir comme agents, agents à commission, marchands à commission, agents de manufacturiers, courtiers ou représentants de toutes firmes ou corporations se rattachant au commerce de la compagnie, sous le nom de "Bargain House of Canada Limited", avec un capital total de \$49,000, divisé en 490 actions de \$100 chacune.

La partie du capital-actions qui sera émise en actions privilégiées est de \$15,000, divisée en 150 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-huit septembre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11375

L. DESILETS.

"Bellauto Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-cinquième jour de septembre 1945, constituant en corporation: Léo Bellefeuille, garagiste, François Nobert, avocat, tous deux des Trois-Rivières, Paul Carignan, contracteur, St-Casimir, tous du district des Trois-Rivières, province de Québec, dans les buts suivants:

Agir comme vendeurs, en gros ou en détail, marchands, distributeurs, agents, importateurs ou exportateurs d'automobiles, camions, tracteurs, remorques, parties et accessoires des véhicules susdits, gazoline, huile et autres matériels propres au fonctionnement des automobiles;

Faire les réparations des véhicules automobiles de quelque nature qu'elles soient et acquérir la machinerie et l'outillage nécessaires ou utiles à cette fin, sous le nom de "Bellauto Ltée", avec un capital total de \$19,900.00, divisé en 199 actions de \$100.00 chacune.

"Bargain House of Canada Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of September, 1945, incorporating: Michael Garber, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, Jacob Harold Blumenstein, advocate, and Irene Rubin, secretary, spinster, the two latter of the City of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To import, export, manufacture, buy, sell, distribute, trade in and deal in dry goods, novelties, electrical goods, smallwares, notions, and similar articles, ornaments, toilet requisites, perfumery, wearing apparel, clothing, sports-wear, footwear, millinery, knit goods and garments, gloves, furs, tweeds, cottons, textiles and fabrics of all kinds, leather goods, linens, rugs, carpets, bedspreads, toys, children's wear, furniture, household accessories, household appliances, waterproof goods, umbrellas, robes, aprons, housecoats, housedresses, overalls, belts, braces, suspenders, bandanas, scarves, machinery, enamelware, crockery, china, plastic, pottery, glassware, metalware, tableware, hardware, electrical apparatus, and to conduct a mail order business, and to act as agents, commission agents, commission merchants, manufacturers' agents, brokers or representatives for any firms or corporations in connection with the business of the company, under the name of "Bargain House of Canada Limited", with a total capital stock of \$49,000.00, divided into 490 shares of \$100.00 each.

The part of the capital stock to be issued as preferred shares is \$15,000.00, divided into 150 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of September, 1945.

L. DESILETS,

11375-o

Deputy Attorney General.

"Bellauto Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-fifth day of September, 1945, incorporating: Léo Bellefeuille, garage-keeper, François Nobert, advocate, both of Trois-Rivières, Paul Carignan, contractor, St-Casimir, all of the district of Trois-Rivières, Province of Quebec, for the following purposes:

To act as salesmen, wholesale or retail, merchants, distributors, agents, importers or exporters of automobiles, trucks, tractors, trailers, parts and accessories of the aforesaid vehicles, gasoline, oil and other materials required for the operating of automobiles;

To repair automobiles of whatever kind they may be, and acquire the machinery and equipment necessary or useful for such purpose, under the name of "Bellauto Ltée", with a total capital stock of \$19,900, divided into 199 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Trois-Rivières, dans le district des Trois-Rivières, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-cinquième jour de septembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11376-o L. DESILETS.

"Be-St Realities Corporation"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-sixième jour de septembre 1945, constituant en corporation: Louis-Roméo Héroux, Jacques Melançon et Honoré Melançon, tous trois comptables, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir par achat, bail, échange ou autrement des terres, édifices et propriétés immobilières de toute tenure ou description et tous immeubles intérêts en iceux et tous droits sur ou se rapportant à iceux, et les faire valoir comme on le croira bon, et particulièrement en les disposant en lots à bâtir, et en construisant, reconstruisant, aménageant, embellissant, décorant, meublant, exploitant et entretenant des bureaux, édifices, boutiques, magasins, salles de démonstration, bureaux, logements, maisons, conciergeries, fabriques, entrepôts, usines, quais, bâtisses, travaux et commodités de toutes sortes; et administrer les terrains, bâtisses et autres propriétés, appartenant ou non à la compagnie, et percevoir les loyers et revenus, et fournir aux locataires, occupants et autres les rafraîchissements, serviteurs, messagers, l'éclairage, les salles d'attente, de lecture, de réunion, d'opération, de démonstration, de cercle, salles de toilette, la buanderie, les commodités électriques, garages, établis ainsi que d'autres avantages, services et accessoires, selon leur profession ou occupation, et exercer en général le commerce d'agent d'immeuble dans toutes leurs spécialités, sous le nom de "Be-St Realities Corporation", avec un capital total de \$5,000.00 divisé en 500 actions de \$10.00 chacune. Le montant du capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera d'au moins \$500.00.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-sixième jour de septembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11377-o L. DESILETS.

"Blais Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatrième jour d'octobre 1945, constituant en corporation: Charles-Emile Bélanger, Yvon Sirois et Philippe St-Jacques, tous trois comptables agréés, de la cité de Sherbrooke, district de St-François, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce en général de ferronnerie, de quincaillerie, de matériaux de construction et de plomberie, de toutes sortes d'accessoires électriques, d'automobiles et accessoires, d'instruments aratoires, d'outillages et accessoires de moulins, de charbon, d'huile, de peinture, de meubles, de vaisselle, d'argenterie, de bijoute-

The head office of the company will be at Trois-Rivières, in the district of Trois-Rivières, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of September, 1945.

L. DESILETS,
11376 Deputy Attorney General.

"Be-St Realities Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-sixth day of September, incorporating: Louis-Roméo Héroux, Jacques Melançon and Honoré Melançon, all three accountants, of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise lands, buildings and immovable property of any tenure or description, and any immovables or interest therein and any rights upon or connected with same, and turn same to account as may be deemed proper and, more especially, dividing them into building lots, and to build, rebuild, equip, embellish, decorate, furnish, operate and maintain offices, buildings, work-shops, stores, demonstration halls, offices, dwellings, houses, apartment houses, factories, warehouses, plants, wharves, buildings, works and conveniences of every kind; and to manage the lands, buildings and other properties, belonging to the company or otherwise, and collect rents and revenues, and supply for the tenants, occupants or others refreshments, servants, messengers, light, waiting rooms, reading, meeting, operating, demonstration rooms, club rooms, toilet, laundries, electrical commodities, garages, stables and also other advantages, services and accessories, according to their profession or occupation, and carry on a general business as real estate agents, in all the specialties thereof, under the name of "Be-St Realities Corporation" with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 shares of \$10. each. The amount of capital stock with which the company will begin its operations shall be at least \$500.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of September, 1945.

L. DESILETS,
11377 Deputy Attorney General.

"Blais Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of October, 1945, incorporating: Charles-Emile Bélanger, Yvon Sirois and Philippe St-Jacques, all three chartered accountants, of the city of Sherbrooke, district of St. Francis, Province of Quebec, for the following purposes:

To deal generally in ironware, hardware, building and plumbing requisites, all kinds of electrical accessories, automobiles and accessories, agricultural implements, mill equipment and accessories, coal, oil, paint, furniture, crockery, silverware, jewelry, gold, whether wholesale or retail, under the name of "Blais Inc.", with a

rie, d'orfèvrerie, soit en gros, soit en détail, sous le nom de "Blais Inc.", avec un capital total de \$49,000.00, divisé en 490 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de Mégantic, dans le district de St-François.

Daté du bureau du procureur général, le quatrième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11378-o

L. DÉSILETS.

"C. E. Fournelle Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sixième jour de septembre 1945, constituant en corporation: Marcel Faribault, notaire, de la cité d'Outremont, Jean Brossard, notaire, Mlle Marie-Reine Normandin et Mlle Irène Beaulieu, secrétaires, tous trois de la cité de Montréal, tous quatre du district de Montréal, et Yves Déland, étudiant, de la ville de Saint-Jean, district d'Iberville, tous dans la province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, produire, préparer, réparer, acheter, vendre, négocier, importer et exporter:

Toutes sortes de chaussures, souliers, gants, mitaines, claques, caoutchoucs, avec tous les matériaux dont on peut se servir dans la fabrication de ces articles;

Tous les produits et articles qui peuvent se manufacturer ou se produire avec les matériaux dont on se sert pour manufacturer les articles mentionnés dans le paragraphe (a);

Tous tels matériaux,

Et généralement d'en faire le commerce, sous le nom de "C. E. Fournelle Limitée", avec un capital total de \$15,000.00, divisé en 3,000 actions de \$5.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Jérôme, dans le district de Terrebonne.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-sixième jour de septembre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11379-o

L. DÉSILETS.

"Ciné-Québec Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinquième jour d'octobre 1945, constituant en corporation: Jacques Larue, comptable agréé, Lucien Mainguy, architecte, Gustave Auger, médecin, Eugène Bussièrès, professeur à l'Université Laval, domicilié à Charlesbourg, Gaston Morin, cinéaste, les trois premiers et ce dernier de la cité de Québec, tous du district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Vendre en gros et en détail des appareils et machines photographiques, cinématographiques, des pièces et accessoires des dites machines et appareils, des appareils à enregistrement de disques et leurs pièces et accessoires;

Établir et maintenir des studios et des services d'enregistrement de disques classiques et populaires, des services et des magasins de vente et de distribution soit de disques enregistrés par la présente compagnie ou de disques enregistrés ou distribués aux firmes ou personnes ou sociétés par d'autres compagnies et à ces fins négocier tous accords et conventions utiles avec les dites compagnies ou firmes, ou personnes ou sociétés,

Tourner, promouvoir, acheter, vendre, distribuer ou louer des pellicules cinématographi-

total capital stock of \$49,000, divided into 490 shares of \$100 each.

The head office of the company will be in the town of Megantic, in the district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of October, 1945.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

11378

"C. E. Fournelle Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of September, 1945, incorporating: Marcel Faribault, notary, of the city of Outremont, Jean Brossard, notary, Mlle Marie-Reine Normandin and Mlle Irène Beaulieu, secretaries, all three of the city of Montreal, all four of the district of Montreal, and Yves Déland, student, of the town of Saint-Jean, district of Iberville, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, produce, prepare, repair, purchase, sell, deal in, import and export:

All kinds of footwear, shoes, gloves, mittens, rubbers, rubber goods, with all the materials capable of being used in the manufacture of these articles;

All the products and articles which may be manufactures or produced with the materials used in the manufacture of the articles in paragraph (a);

All such materials:

And to deal generally therein, under the name of "C. E. Fournelle Limitée", with a total capital stock of \$15,000, divided into 3,000 shares of \$5 each.

The head office of the company will be at St-Jérôme, in the district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of September, 1945.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

11379

"Ciné-Québec Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of October, 1945, incorporating: Jacques Larue, chartered accountant, Lucien Mainguy, architect, Gustave Auger, physician, Eugène Bussièrès, professor at the Laval University, domiciled at Charlesbourg, Gaston Morin, moving-picture director, the three first and the last mentioned the city of Québec, all of the district of Québec, Province of Québec, for the following purposes:

To sell, wholesale and retail, photographic and cinematographic apparatus and machines, the parts and accessories of said machines and apparatus, recording devices and their parts and accessories;

To establish and maintain studios and recording services for classical and popular records, services and stores for the sale and distribution of records recorded by the present company or records recorded or distributed to firms, persons or associations by other companies and for such purpose to enter into any agreement or arrangement deemed useful with the said companies or firms, or persons or associations;

To show, promote, buy, sell, distribute or lease moving picture films of all sizes, whether

ques de toutes dimensions, artistiques, éducatives et morales, au clergé, aux fabriques, aux communautés, aux hôpitaux, aux collèges et universités, aux institutions scolaires, aux organisations professionnelles, aux établissements industriels et commerciaux, aux municipalités, aux centres d'action catholique, aux œuvres de jeunesse, aux centres de loisirs et aux individus;

Etablir et maintenir des services de photographies, de prises de films aux mariages, à l'occasion de manifestations religieuses ou civiles, dans les établissements industriels ou commerciaux, dans les universités ou collèges ou écoles, de bandes d'actualités ou autres pellicules analogues; vendre, distribuer ou louer les dites pellicules;

Etablir et maintenir des agences exclusives pour la vente, la distribution ou la location des films de producteurs français et autres producteurs européens et américains, d'une portée artistique, récréative, éducative et morale;

Acquérir et assumer les entreprises exploitées dans la cité de Québec et dans la province de Québec sous les nom et raison social de: "La Voix Naturelle Enrg." et "Le Cinéma catholique", ainsi que la totalité ou aucune partie de l'actif et du passif des dites entreprises ou de toute autre s'y rapportant et payer le coût de cette acquisition soit en numéraire, soit en actions entièrement libérées ou en obligations de la compagnie;

Le montant du capital-actions social de la compagnie sera de cinquante mille dollars (\$50,000.00), divisé comme suit: la partie du capital-actions qui sera émise comme actions ordinaires est de dix mille dollars (\$10,000.00) divisée en quatre cents (400) actions, d'une valeur au pair de vingt-cinq dollars (\$25.00) chacune.

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de quarante mille dollars (\$40,000.00) divisée en quatre cents (400) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le cinquième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11380-o

L. DÉSILETS.

"Cosmo Import-Export Co. Ltd."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six septembre 1945, constituant en corporation: Melvin Salmon, avocat, de la cité de Montréal, Celia Cohen, sténographe, fille majeure, et Sonya Gertin, teneuse de livres, fille majeure, toutes deux de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire affaires comme courtiers à commission, agents de manufacturiers, exportateurs et importateurs de tous genres de vêtements, textiles marchandises sèches, lingerie et accessoires, accessoires de ménage, nouveautés et tous articles faits en métal, aluminium, verre, plastique, bois ou caoutchouc; négociier, manufacturer, produire posséder, acheter, importer ou autrement acquérir, détenir, vendre, exporter ou autrement en disposer ou faire le commerce comme grossiste et détaillant ou l'un des deux, de vêtements, textiles, marchandises sèches, lingerie et accessoires, accessoires de ménage, nouveautés, et tous articles faits en métal, aluminium, verre, plastique, bois ou caoutchouc, sous le nom de

artistic, educational or moral, to the clergy, to parochial organizations, communities, hospitals, colleges and universities, to schools, professional organizations, industrial and commercial establishments, municipalities, centres of Catholic action, youth societies, recreational centres and to individuals;

To establish and maintain photographic services, the taking of pictures on the occasion of marriages, religious or civil manifestations, in industrial or commercial establishments, in universities, colleges or schools, news-reels or other similar films; to sell, distribute or lease the said films;

To establish and maintain exclusive agencies for the sale, distribution or leasing of films of an artistic, recreational, educational and moral nature, from French producers and other European and American producers;

To acquire and undertake enterprises operated in the city of Quebec and in the Province of Quebec under the firm name and style of "La Voix Naturelle Enrg." and "Le Cinema Catholique", and the whole or any part of the assets and liabilities of the said undertakings or of any other connected therewith and to pay for the same in case or fully paid up shares or bonds of the company;

The amount of capital stock of the company will be fifty thousand dollars (\$50,000) divided as follows: the part of capital stock to be issued as common shares will be ten thousand dollars (\$10,000), divided into four hundred (400) shares of a par value of twenty-five dollars (\$25) each.

The part of capital stock to be issued as preferred shares will be forty thousand dollars (\$40,000), divided into four hundred (400) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of October, 1945.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

11380

"Cosmo Import-Export Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of September, 1945, incorporating: Melvin Salmon, advocate, of the City of Montreal, Celia Cohen, stenographer, spinster, and Sonya Gertin, bookkeeper, spinster, both of the City of Outremont, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of commission brokers, manufacturers agents, export and import buyers of all kinds of clothing, textiles, dry goods, wearing apparel and accessories, household appliances, novelties and all articles made out of metal, aluminium, glass, plastic, wood or rubber; to trade, manufacture, produce, possess, buy, import or otherwise acquire, hold, sell, export or otherwise dispose of or deal as wholesaler and retailer or either, in or with clothing, textiles, dry goods, wearing apparel and accessories, household appliances, novelties and all articles made out of metal, aluminium, glass, plastic, wood or rubber, under the name of "Cosmo Import-Export Co. Ltd", with a total capital

"Cosmo Import-Export Co. Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-six septembre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11381 L. DÉSILETS.

stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, his twenty-sixth day of September, 1945.

L. DÉSILETS,

11381-o Deputy Attorney General.

"Eastern Plumbing & Heating Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour d'octobre 1945, constituant en corporation: Michael Edward McGovern, John James Sheeran, Emile Hinton, Albert Hinton, tous plombiers, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de plomberie, chauffage, de posage de tuyaux à vapeur et de tout ce qui s'y rapporte, sous le nom de "Eastern Plumbing & Heating Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce quatrième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11382 L. DÉSILETS.

"Eastern Plumbing & Heating Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of October, 1945, incorporating: Michael Edward McGovern, John James Sheeran, Emile Hinton, Albert Hinton, all plumbers, of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the trade and business of plumbing, heating, steam-fitting and all that is incidental thereto, under the name of "Eastern Plumbing & Heating Ltd.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of October, 1945.

L. DÉSILETS,

11382-o Deputy Attorney General.

"Institutions Equipment Limited"
(Equipment-Institutions Limitée)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuvième jour d'octobre 1945, constituant en corporation: Me Maurice Boisvert, C.R., Me Jean Rémillard, tous deux avocats, et Mlle Sophie Bender, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce en gros et en détail d'ameublement, d'équipement à l'usage des communautés et équipement de toute sorte, en faire l'installation;

Faire le commerce en gros et en détail, de toutes sortes de moteurs et la réparation de ces moteurs;

Faire le commerce en gros et en détail de toutes sortes d'huiles et tous autres combustibles; faire le commerce de camionnage en général; de remorquage, touage et renflouage de bateaux de toutes sortes; faire le commerce d'entrepreneurs généraux pour constructions ou réparations de toutes sortes; faire contrats avec qui que ce soit pour dragage, creusage, remorquage et camionnage de marchandises et matériaux de toutes sortes soit par terre ou par voies maritimes; constructions de quais ou autres constructions du genre; démolitions et excavations de quelque nature que ce soit;

Acheter, vendre, échanger, bâtir, louer, céder à bail, manufacturer ou rebâtir tous appareils tels que voitures, camions automobiles ou autres, réservoirs, trailers, grues, pelles mécaniques, bateaux, pompes de toutes sortes, compresseurs, concasseurs ou tous autres accessoires nécessaires aux fins de la compagnie, sous le nom de "Institutions Equipment Limited" (Equipment-Institutions Limitée).

"Institutions Equipment Limited"
(Equipment-Institutions Limitée)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the ninth day of October, 1945, incorporating: Me Maurice Boisvert, K.C., Me Jean Rémillard, both advocates and Miss Sophie Bender, secretary, spinster, all of the city and district of Quebec Province of Quebec, for the following purposes:

To deal, wholesale and retail, in the furniture and equipment used in Communities, and in equipment of every kind and carry on the installation of the same;

To deal, wholesale and retail, in all kinds of motors and in the repairing of same;

To deal, wholesale and retail, in all kinds of oil and other fuel; to carry on a general trucking business; towing, wrecking and salvage of boats of every kind; to carry on business as general contractors for all kinds of construction and repair; to enter into contract with any one whatever for the dredging, excavating, towing and trucking of merchandise and material of every kind, whether by land or waterway; to build wharves and other constructions of the kind; carry on demolishings and excavations of any kind whatsoever;

To purchase, sell, exchange, build, lease, give on lease, manufacture or rebuild any apparatus, such as vehicles, motors and other trucks, reservoirs, trailers, cranes, steam shovels, boats, pumps of every kind, compressors, crushers or any other accessories required for the company's purposes, under the name of "Institutions Equipment Limited" (Equipment-Institutions Limitée).

titutions Limitée), avec un capital total de \$49,000.00, divisé en 490 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le neuvième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11383-0 L. DÉSILETS.

"Evolution Publishing Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de septembre 1945, constituant en corporation: Jean-Paul Des Châtelets, avocat, Marcelle Des Châtelets et Juliette Des Châtelets, sténographes et filles majeures, tous trois des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir, éditer, imprimer et publier des journaux, livres, revues, magazines ou autres publications, et généralement exercer les opérations qui consistent à publier, imprimer, graver sur bois, graver, stéréotyper, électrotper et relier et exercer tous droits et privilèges s'y rapportant ou s'y reliant;

Agir comme agents pour la vente des livres et publications de toutes sortes, soit à commission ou autrement et solliciter des annonces et matières de publicité et les imprimer et en faire la distribution, sous le nom de "Evolution Publishing Inc.", avec un capital total de \$10,000.00, divisé en 1,000 actions de \$10.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt et unième jour de septembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11384-0 L. DÉSILETS.

"Favorite Small Wares Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-septième jour de septembre 1945, constituant en corporation: Paul-Marcel Lacombe, négociant, Joseph Lacombe, vendeur, et Lucille Hayfield, commis, tous des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer d'une manière générale le commerce de distributeurs en gros et manufacturiers de produits pharmaceutiques, produits alimentaires, insecticide, cosmétiques, nouveautés, et exercer dans toutes ses spécialités, le commerce en gros de tels produits, sous le nom de "Favorite Small Wares Limited", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 200 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-septième jour de septembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11385-0 L. DÉSILETS.

"Frank Strusser Company"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf septembre 1945, constituant en corporation: Philip Meyer-

with a total capital stock of \$49,000, divided into 490 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of October, 1945.

L. DÉSILETS,
11380 Deputy Attorney General.

"Evolution Publishing Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of September, 1945, incorporating: Jean-Paul Des Châtelets, advocate, Marcelle Des Châtelets and Juliette Des Châtelets, stenographers and spinsters, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire, edit, print and publish newspapers, books, reviews, magazines or other publications and carry on generally the business of publishing, printing, wood-engraving, engraving, stereotyping, electrotyping and binding and exercise all the rights and privileges connected therewith or incidental thereto;

To act as agents for the sale of books and publications of every kind, whether on commission or otherwise and to canvas for advertisements and publicity matter, print and distribute the same, under the name of "Evolution Publishing Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of September, 1945.

L. DÉSILETS,
11384 Deputy Attorney General.

"Favorite Small Wares Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of September, 1945, incorporating: Paul-Marcel Lacombe, merchant, Joseph Lacombe, salesman, and Lucille Hayfield, clerk, all of the city and district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on in a general manner the business of wholesale distributors and manufacturers of pharmaceutical products, food products, insecticides, cosmetics, novelties, and to deal wholesale in all lines of the said products, under the name of "Favorite Small Wares Limited", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-seventh day of September, 1945.

L. DÉSILETS,
11385 Deputy Attorney General.

"Frank Strusser Company"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of September, 1945, incorporating: Philip Meyerovitch, K.C., Harry Batshaw, K.C.,

vitch, C.R., Harry Batshaw, C.R., et Louis Feigenbaum, tous avocats, des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, produire, acheter, vendre, importer et exporter des vêtements de femmes, des marchandises sèches, vêtements pour hommes et femmes, lingerie et fournitures de toute sorte et description et les matières brutes y employées, et, en général, en faire le commerce comme mandants ou agents, en gros ou en détail, sous le nom de "Frank Strusser Company", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-neuf septembre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11386

L. DÉSILETS.

"Galeries des Décorations, Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dixième jour d'octobre 1945, constituant en corporation: Joseph-Edouard-Sylvanus Perrault, administrateur, Mme Veuve Joseph-Zéphirin-Alphonse Perrault, rentière, et Mlle Jeanne Lafleur, couturière, tous des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Fabriquer, acheter, vendre, distribuer, exporter, importer, faire le commerce ou le négoce en gros de couvre-lits, draperies, rideaux, tentures, coussins, lampes, cadres, miroirs, effets meublants en général et d'articles de nouveautés se rapportant principalement à la décoration d'intérieurs de maisons ou de magasins;

Fabriquer, acheter, vendre, distribuer exporter, importer, faire le commerce ou le négoce en gros de sacs, chapeaux pour dames, robes et habits d'enfants, sous le nom de "Galeries des décorations, Limitée."

Le montant du capital-actions social de la compagnie sera de \$10,000.00, divisé en 200 actions de \$50.00 chacune, dont 180 actions privilégiées et 20 actions ordinaires.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le dixième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11387-o

L. DÉSILETS.

"Girard & Bellefleur Cie Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinquième jour d'octobre 1945, constituant en corporation: Gérard Bellefleur, comptable, Jean Bellefleur et Conrad Bellefleur, plombiers, tous de St-Isidore, comté de Laprairie, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce et les travaux d'entrepreneurs-plombiers, couvreurs, ferblantiers, poseurs d'appareils de chauffage à la vapeur, à l'eau chaude, au gaz, à l'air chaud ou à l'électricité, ainsi que le commerce et les travaux d'électriciens et poseurs d'appareils et de fournitures électriques de toutes sortes;

Faire et entreprendre tous travaux de réparations, creusage, posage de canaux d'égouts, tuyaux à l'eau, tuyaux de renvoi, et faire tous con-

and Louis Feigenbaum, all advocates, of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, produce, buy, sell, import and export ladies' wear, dry goods, ladies' and gentlemen's clothing, wearing apparel and furnishings of every kind and description and raw materials used therein or therefor, and to deal in the same generally as principals or agents, wholesale or retail, under the name of "Frank Strusser Company", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 common shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of September, 1945.

L. DÉSILETS,

11386-o

Deputy Attorney General.

"Galeries des Décorations, Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of October, 1945, incorporating: Joseph-Edouard-Sylvanus Perrault, administrator, Mme Widow Joseph-Zéphirin-Alphonse Perrault, annuitant, and Mlle Jeanne Lafleur, seamstress, all of the city and district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, distribute, export, import, trade and deal wholesale in bed-spreads, hangings, curtains, drapes, cushions, lamps, frames, mirrors, movable effects in general and novelties connected mainly with the interior decoration of houses and stores;

To manufacture, buy, sell, distribute, export, import, trade and deal wholesale in hand-bags, ladies'hats, dresses and children's wearing apparel under the name of "Galeries des Decorations, Limitée".

The amount of capital stock of the company will be \$10,000, divided into 200 shares of \$50 each, of which 180 will be preferred shares and 20 common shares.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of October, 1945.

L. DÉSILETS,

11387

Deputy Attorney General.

"Girard & Bellefleur Cie Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of October, 1945, incorporating: Gérard Bellefleur, accountant, Jean Bellefleur and Conrad Bellefleur, plumbers, all of St-Isidore, county of Laprairie, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business and works of plumbing contractors, roofers, tinsmiths, steam-fitters, installers of steam, hot water, gas, hot air or electric heating systems, and also the business and work of electricians and fitters of electric apparatus and appliances of all kinds;

To engage in and undertake repair works, excavations, installation of sewers, water pipes, sewerage pipes, and to enter into any contracts

trats d'entreprise de travaux, dans aucune des branches d'industrie ci-dessus énumérées;

Construire, maintenir et opérer un système d'aqueduc dans les limites de la paroisse de St-Isidore, comté de Laprairie; acquérir par achat, bail ou autrement, tout système d'aqueduc actuellement en opération ou à être opéré dans les limites de la dite paroisse de St-Isidore; ainsi que toute source d'eau et leur ramification; acquérir des puits, réservoirs, tuyaux d'alimentation et conduites d'eau; acquérir par achat, bail ou autrement, tous terrains servitudes de droit de passage, permis de construire et franchises, partout où besoin sera dans les limites de ladite paroisse, et passer avec toute personne ou avec la municipalité de la paroisse de St-Isidore, toutes conventions ou tous arrangements pour la construction d'un aqueduc, en tout ou en partie;

Acquérir toutes industries semblables à celle que la présente compagnie est autorisée à exercer, aux termes et conditions à être arrêtés entre les parties intéressées, et notamment acquérir de Stanislas Girard, de St-Isidore, son commerce d'entrepreneur-plombier, couvreur, ferblantier et son système d'aqueduc, situés à St-Isidore de Laprairie, pour les prix et conditions à être arrêtés avec ce dernier et le payer en actions libérées et non sujettes à appel du capital de la compagnie, sous le nom de "Girard & Bellefleur Cie Ltée."

Le montant du capital social de la compagnie est de \$49,000.00, divisé en 490 actions ordinaires ou communes, d'une valeur au pair de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Isidore, comté de Laprairie.

Daté du bureau du procureur général, le cinquième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11388-o L. DESILETS.

"Imprimerie Bernard Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et unième jour de septembre 1945, constituant en corporation: J.-Eloi Gervais, avocat, Céleste Levasseur et Jacqueline Laliberté, sténographes, filles majeures et usant de leurs droits, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie sous toutes formes en gros et en détail, d'imprimeurs, régleurs, relieurs, lithographes, graveurs, éditeurs, distributeurs, libraires ainsi que tout commerce faisant partie de ces genres d'affaires, sous le nom de "Imprimerie Bernard Ltée", avec un capital total de \$10,000.00, divisé en 100 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Berthierville, district de Joliette.

Daté du bureau du procureur général, le vingt et unième jour de septembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11389-o L. DESILETS.

"International Trading & Passengers Service Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour d'octobre 1945, constituant en corporation: Harold Laage, navi-

for the undertaking of works in any of the branches of industry above mentioned;

To construct, maintain and operate a water-works system within the limits of the parish of St-Isidore, county of Laprairie; to acquire by purchase, lease or otherwise, any waterworks system already in operation or to be operated within the limits of the said parish of St-Isidore; as well as any water source and branches of same; to acquire wells, reservoirs, supply pipes and water conduits; to acquire by purchase, lease or otherwise, any lands, servitudes of right of way, building permits and franchises, wheresoever required, within the limits of the said parish, and to enter into contracts and arrangements with any person or with the municipality of the parish of St-Isidore, for the building of a water-works system, in whole or in part;

To acquire any industries similar to that which the present company is authorized to carry on, upon such terms and conditions as may be agreed upon by the interested parties, and in particular to acquire from Stanislas Girard, of St-Isidore, his business of plumbing contractor, roofer, tinsmith and his waterworks, system, situate at St-Isidore de Laprairie, for such price and on such conditions as may be arranged with the latter and to pay for the same in fully paid up and non-assessable shares of the capital stock of the company, under the name of "Girard & Bellefleur Cie Ltée".

The amount of capital stock of the company is \$49,000, divided into 490 common or ordinary shares, of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Isidore, county of Laprairie.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of October, 1945.

L. DESILETS,
11388 Deputy Attorney General.

"Imprimerie Bernard Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of September, 1945, incorporating: J.-Eloi Gervais, advocate, Céleste Levasseur, and Jacqueline Laliberté, stenographers, spinsters and in use of their rights, all of the city and district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business, under all the forms thereof, wholesale and retail, as printers, rulers, binders, lithographers, engravers, editors, distributors, stationers and also any business forming part of this kind of affairs, under the name of "Imprimerie Bernard Ltée", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Berthierville, district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of September, 1945.

L. DESILETS,
11389 Deputy Attorney General.

"International Trading & Passengers Service Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of October, 1945, incorporating: Harold Laage, navigator, Jean-M. Bériault, advocate,

gateur, Jean M. Bériault, avocat, et J. Odilon Lemire, industriel, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Entreprendre et exercer, soit directement ou par voie de possession d'actions du capital-actions d'une ou de plusieurs compagnies actuellement ou subséquemment incorporées, tous ou aucun des commerces d'entrepreneurs généraux pour la construction, l'érection, la réparation, la modification, l'entretien et ou l'exploitation de travaux publics et privés d'aucune description;

Entreprendre et exercer dans toutes ou aucune de leurs spécialités respectives tous ou aucun des commerces qui consistent à remorquer, démolir, récupérer, arrimer, décharger ou charger des navires, charger ou décharger au moyen d'allèges, draguer, faire des excavations, exécuter des travaux marins et sous-marins, s'occuper de la construction, l'entretien et la réparation des chemins, le transport, soin, emmagasinage ou la manipulation de toute marchandise ou négoce, agir comme voituriers, agents d'expédition, s'occuper du transport de passagers et d'animaux, entreposer, agir comme agents expéditeurs et entreposeurs, sous le nom de "International Trading & Passengers Service Ltd.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce douzième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11390 L. DÉSILETS.

"Johnston Machinery and Supply Company Limited".

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt septembre 1945, constituant en corporation: Gerald MacPherson Almond, conseil en loi du Roi, avocat, Paul Galt Michaud, avocat, et Jacqueline Bastien, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre et autrement acquérir, aménager, monter, réparer, faire le commerce et négoce de moteurs, bouilloires, outillage d'usine, outillage hydraulique et tout genre, camions automobiles et accessoires, aéroplanes et accessoires, bateaux à vapeur, remorqueurs et autre outillage de flottage; faire le commerce d'entrepreneurs généraux et construire, exécuter, conduire, aménager, améliorer, préparer et développer dans toutes leurs spécialités des travaux et commodités publics et privés de tous genre et l'outillage d'iceux, sous le nom de "Johnston Machinery and Supply Company Limited", avec un capital total de \$20,000, divisé en 4,000 actions de \$5. chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt septembre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11391 L. DÉSILETS.

"La Cie de Pierre de Taille Martineau, Ltée-Martineau Cut Stone Co. Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été

and J.-Odilon Lemire, industrial, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To engage in and carry on, either directly or through the ownership of shares of capital stock of one or more companies now or hereafter incorporated, all or any of the business of general contractors for the construction, erection, repair, alteration, maintenance and or operation of public and private works of every description;

To engage in and carry on in all or any of thier respective branches all or any of the businesses of towing, wrecking, salvaging, stevedoring, lightering, dredging, excavating, marine and submarine work, construction, maintenance and repair of roads, movements, care, storage or handling of any merchandise or traffic, carriers, forwarding agents transportation of passengers and animals, warehouse, forwarding and warehousemen, under the name of "International Trading & Passengers Service Ltd.", with a total capital stock of \$50,000.00, divided into 500 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of October, 1945.

L. DÉSILETS,

11390-o Deputy Attorney General.

"Johnston Machinery and Supply Company Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of September, 1945, incorporating: Gerald MacPherson Almond, King's Counsel, advocate, Paul Galt Michaud, advocate, and Jacqueline Bastien, stenographer, spinster, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, and otherwise acquire, equip, set up, repair, deal in, in deal with engines, boilers, power plant equipment, hydraulic equipment of all kinds, electrical, mining, and industrial equipment, tools, implements of all kinds, automobile trucks and supplies, aeroplanes and supplies, steamboats, tugs, and other floating equipment; to carry on the business of general contractors and to construct, execute, carry out, equip, improve, work and develop, public and private works and conveniences of all kinds and the equipment thereof in all their branches, under the name of "Johnston Machinery and Supply Company Limited", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 4,000 shares of \$5.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of September, 1945.

L. DÉSILETS,

11391-o Deputy Attorney General.

"La Cie de Pierre de Taille Martineau, Ltée-Martineau Cut Stone Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act letters patent have

accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276 S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt et unième jour de septembre 1945, constituant en corporation: Roger Brossard, Claude Demers, avocats, Mlle Annette Turgeon, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Ouvrir, déplacer, développer, travailler, améliorer, maintenir et gérer des carrières de pierre, minéraux et autres dépôts et propriétés, et creuser, sortir, concasser, laver, fondre, rôtir, essayer, analyser, réduire, amalgamer et autrement traiter la pierre et autres substances minérales de toutes sortes, soit appartenant à la Compagnie ou non; développer, travailler, et améliorer tous les sous-produits provenant de la pierre pour fin d'engrais chimiques ou autres;

Faire et exercer tous ou aucun des commerces comme entrepreneurs généraux pour la construction, l'érection, réparation, modification, maintien et/ou opération de travaux publics et privés de toute nature ou genre quelconque, sous le nom de "La Cie de Pierre de Taille Martineau, Ltée-Martineau Cut Stone Co. Ltd.", avec un capital total de \$100,000.00, divisé en 1,000 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt et unième jour de septembre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11392-o

L. DÉSILETS.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-first day of September, 1945, incorporating: Roger Brossard, Claude Demers, advocates, Mlle Annette Turgeon, secretary, spinster and in use of her rights, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To open, operate, develop, work, improve, maintain and manage stone quarries, minerals and other deposits and properties, and to excavate, take out, crush, wash, smelt, roast, assay, analyse, reduce, amalgamate and otherwise treat stone and other mineral substances of any kind, whether belonging to the company or otherwise; to develop, work and improve all by-products derived from stone for chemical fertilizing purposes or others;

To engage in and carry on any business as general contractors for the building, erection, repair, alteration, maintenance and/or carrying out of public or private works of any kind or sort whatsoever, under the name of "La Cie de Pierre de Taille Martineau, Ltée-Martineau Cut Stone Co. Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of September, 1945.

L. DÉSILETS,

11392

Deputy Attorney General.

"La Compagnie des Ailes du Nord Limitée" (Northern Wings Company Limited)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seizième jour d'octobre 1945, constituant en corporation: Jacques de Billy, avocat, de la ville de Lévis, Mlle Thérèse Sirois, sténographe, de Lauzon, Jean-Baptiste Brown, comptable, et Mlle Solanges Gignac, sténographe, ces deux derniers de la cité de Québec, tous du district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le transport de marchandises, passagers et de malle par avion, hydravion, hélicoptère ou autres moyens de transport par la voie des airs et établir tout service de navigation aérienne;

Acquérir, posséder, exploiter, prendre ou donner à bail des terrains d'atterrissage, des hangars pour avions, des ateliers de réparation;

Acheter, vendre, louer, manufacturer, importer ou exporter des avions, hydravions, hélicoptères et autres moyens de transport par la voie des airs, ou toute autre partie d'iceux;

Faire le transport de marchandises, malle ou passagers par camion, taxi, autobus ou navire, sous le nom de "La Compagnie des Ailes du Nord Limitée" (Northern Wings Company Limited), avec un capital total de \$39,000.00, divisé en 390 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lévis, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le seizième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11393-o

L. DÉSILETS.

"La Compagnie des Ailes du Nord Limitée" (Northern Wings Company Limited)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters, patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the sixteenth day of October, 1945, incorporating: Jacques de Billy, advocate, of the city of Lévis, Mlle Thérèse Sirois, stenographer, of Lauzon, Jean-Baptiste Brown, accountant, and Mlle Solanges Gignac, stenographer, these two latter of the city of Québec, all of the district of Québec, Province of Québec, for the following purposes:

To transport merchandise, passengers and mail by plane, hydroplane, helicopter or other means of transportation by air-ways and to establish any aerial navigation service;

To acquire, own, operate, take or give on lease landing fields, aircraft hangars, repair shops;

To buy, sell, lease, manufacture, import or export planes, hydroplanes, helicopters and other means of transportation by air-ways, or any parts of same;

To transport merchandise, mail or passengers by truck, taxi, autobus, or ship, under the name of "La Compagnie des Ailes du Nord Limitée" (Northern Wings Company Limited), with a total capital stock of \$39,000., divided into 390 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Lévis, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of October, 1945.

L. DÉSILETS,

11393

Deputy Attorney General.

**"La Ligue Panaméricaine du Canada (Québec)
The Pan-American League of Canada
(Quebec)."**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du cinquième jour d'octobre 1945, constituant en corporation sans capital-actions: Me Pierre de Varennes, Me Jean Mercier, avocats, John Murdock, contracteur, Henry Bréard, marchand, et Gustave Vekeman, journaliste, tous des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Promouvoir entre le Canada et particulièrement la Province de Québec et les autres pays d'Amérique les relations culturelles, sociales et économiques;

Propager à travers tout le Canada les principes essentiels du Panaméricanisme;

Favoriser entre les pays d'Amérique la coopération et les relations commerciales dans les meilleurs sentiments d'amitié, de paix et d'harmonie, sous le nom de "La Ligue Panaméricaine du Canada (Québec)"-"The Pan-American League of Canada (Quebec)".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$20,000.00.

Le siège social de la corporation sera à Québec, dans les district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le cinquième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11394-o L. DESILETS.

"Lann Specialties Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de septembre 1945, constituant en corporation: Morris Lann, Louis Lazar, manufacturiers, Philip S. Garonce, avocat, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, produire, vendre, acheter, importer et exporter et par tous moyens faire le commerce de meubles, poêles, fourniture pour la maison, l'usine et le bureau, carpettes, machine-rie et machines, rembourrage, et articles de rembourrage, lampes, ferronnerie, marchandises sèches, vêtements, textiles, draps, fourrures, ainsi que toutes choses incidentes et s'y rapportant et la matière première y utilisée, et toute machine, outil ou appareil utilisé dans leur fabrication et d'applications, étiquettes d'emballage et dispositifs de publicité utilisés ou utiles pour la mise sur le marché d'aucun des articles ci-dessus, et en faire le commerce généralement comme mandants ou agents, en gros ou en détail, négociants à forfait, manufacturiers et ou entrepreneurs, sous le nom de "Lann Specialties Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1419 rue Clarke, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-septième jour de septembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11395 L. DESILETS.

**"La Ligue Panaméricaine du Canada (Québec)
The Pan-American League of Canada
(Quebec)."**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of October, 1945, to incorporate as a corporation without share capital: Me Pierre de Varennes, Me Jean Mercier, advocates, John Murdock, contractor, Henry Bréard, merchant, and Gustave Vekeman, journalist, all of the city and district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To promote cultural, social and economic relations between Canada, Quebec in particular, and the other countries of America;

To propagate throughout Canada the essential principles of Pan-Americanism;

To promote cooperation and commercial relations in a true sense of amity, peace and harmony between the countries of America, under the name of "La Ligue Panaméricaine du Canada (Québec)"-"The Pan-American League of Canada (Quebec)".

The amount to which the annual revenue from the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is \$20,000.

The head office of the corporation will be at Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of October, 1945.

L. DESILETS,
11394 Deputy Attorney General.

"Lann Specialties Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of September, 1945, incorporating: Morris Lann, Louis Lazar, manufacturers, Philip S. Garonce, advocate, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, produce, sell, buy, import and export and in all ways to deal with furniture, stoves, household, factory and office furnishings, carpets, machinery and machine, upholstery and upholstered articles, lamps, hardware, dry goods, wearing apparel, textiles, cloths, furs, as well as in all things incidental and appertaining thereto, and raw material used therein, and any machine, tool or appliances used in the manufacture thereof and any fixture, packing label, and advertising device, used or useful in the marketing of any of the above articles, and to deal in the same generally as principal or agent, wholesale or retail, jobber, manufacturer and or contractor, under the name of "Lann Specialties Ltd.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at 1419 Clarke Street, Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of September, 1945.

L. DESILETS,
11395-o Deputy Attorney General.

"L'Association Sportive de Château d'Eau Inc."

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du trentième jour d'août 1945, constituant en corporation sans capital-actions: Rodolphe Deblois, C. R. avocat, Claude Delisle, marchand, Alex. Coulombe, fabricant de liqueurs, J.-Alex. Gauvin, camionneur, Albert Paquet, employé civil, J.-Alphonse Pelletier, inspecteur, Charles Samson, ingénieur, Paul Martin, employé civique Jules Royer, avocat, tous de Château d'Eau, district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Promouvoir, encourager, développer les exercices physiques, dans la pratique du sport en général et spécialement de la course, de la natation, du canotage, de la pêche, de l'escrime, du tir à l'arc, de la gymnastique, et, dans les jeux de tennis, crosse, cricket, balle molle, balle au but (baseball), croquet, et tous autres exercices sportifs;

Procurer au public des amusements, divertissements et spectacles de tous genres, tels que concours sportifs, courses, exhibitions et représentations de tous genres, sous le nom de "L'Association Sportive de Château d'Eau Inc."

Les pouvoirs accordés ne doivent pas être interprétés comme permettant les jeux à l'argent, les jeux de hasard ou les jeux mixtes de hasard et d'habileté.

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$50,000.00.

Le siège social de la corporation sera à Château d'Eau, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le trentième jour d'août 1945.

L'Assistant-procureur général,
11396-o L. DÉSILETS.

**"Marbau Plastics Inc."
"Le Plastic Marbau Inc."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deuxième jour de septembre 1945, constituant en corporation: Bruno Lainesse, manufacturier, Jean Racicot, notaire, tous deux de la cité de Montréal, et Lionel Leroux, notaire, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Fabriquer, manufacturer, produire, acheter, vendre, importer, exporter, louer tous matériaux, objets et articles en plastic, ainsi que de faire et entreprendre le commerce de tous les produits ouvrés ou non, propres à utiliser et employer le plastic et tous autres produits similaires ou susceptibles de se rattacher à l'un ou à l'autre des objets ci-dessus, sous le nom de "Marbau Plastics Inc. — Le Plastic Marbau Inc.", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 120 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100.00 chacune, et 800 actions communes de \$10.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal, Province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-deuxième jour de septembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11397-o L. DÉSILETS.

"L'Association Sportive de Château d'Eau Inc."

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters, patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirtieth day of August, 1945, to incorporate as a corporation without share capital: Rodolphe Deblois, K.C., advocate, Claude Delisle, merchant Alex. Coulombe, manufacturer of soft drinks, J. Alex Gauvin, truckman, Albert Paquet, civil employee, J.-Alphonse Pelletier, inspector, Charles Samson, engineer, Paul Martin, civic employee, Jules Royer, advocate, all of Château d'Eau, district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To promote, encourage, develop, physical exercise by the practice of sports in general, and especially racing, swimming, canoeing, fishing, fencing, archery, gymnastics, and in games of tennis, la crosse, cricket, soft ball, baseball, croquet and any other sports;

To provide public amusements, entertainments, shows of every kind, such as sporting matches, races, exhibitions and all kinds of performances, under the name of "L'Association Sportive de Château d'Eau Inc."

The powers granted shall not be interpreted as permitting gambling, games of chance or mixed games of chance and skill.

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Château d'Eau, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of August, 1945.

L. DÉSILETS,
11396 Deputy Attorney General.

**"Marbau Plastics Inc."
"Le Plastic Marbau Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of September, 1945, incorporating: Bruno Lainesse, manufacturer, Jean Racicot, notary, both of the city of Montreal, and Lionel Leroux, notary, of the city of Outremont, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the the following purposes:

To make, manufacture, produce, purchase, sell, import, export, rent any plastic materials, objects and articles, and also to engage in and carry on the business of any products, whether wrought or otherwise, suitable for the utilizing and use of plastic and any other similar products or capable of being incidental to one or another of the foregoing, under the name of "Marbau Plastics Inc. — Le Plastic Marbau Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 120 preferred shares of a par value of \$100 each and 800 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be in the city of Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of September, 1945.

L. DÉSILETS,
11397 Deputy Attorney General.

"Les Editions de l'Arbre Inc."

"Les Editions de l'Arbre Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-septième jour d'août 1945, constituant en corporation: Lucien Beauregard, avocat et conseil en Loi du Roi, Georges Laurence, et Jean Brisset, avocats, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Pratiquer l'industrie et faire le commerce de l'édition, de l'imprimerie; acquérir, détenir, vendre, céder des droits d'auteur, accorder, obtenir toute concession d'un intérêt dans ceux-ci par concession ou par licence;

Pratiquer l'industrie et faire le commerce de la lithographie, de l'électrotypie, de la colotypie, de la thermographie, de la clicherie, de la photographie, de la gravure, de la photogravure, de la reliure, du réglage, du dessin, du modelage;

Faire et exercer le commerce en gros et en détail de la librairie, des objets d'art, objets religieux, de la papeterie et de tout accessoire de bibliothèque et de bureau;

Organiser ou acquérir, faire fonctionner, maintenir des agences de nouvelles, de renseignements, de publicité, des services de dépêches canadiennes ou étrangères et faire avec toutes semblables agences ou tous semblables services tous contrats, conventions ou ententes;

Fabriquer, acheter, vendre, louer, échanger, distribuer et répandre des films cinématographiques, disques; créer, produire, et vendre des programmes de radio; passer des contrats et conclure des engagements de toutes sortes avec des auteurs, musiciens et autres artistes en rapport avec la radiodiffusion, télévision, cinématographie, phonocinématographie d'œuvres littéraires et artistiques de toutes sortes, sous le nom de "Les Editions de l'Arbre Inc."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 1,000 actions sans valeur au pair ou nominal et en 500 actions privilégiées de \$100.00 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera d'au moins \$10,000.00.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le dix-septième jour d'août 1945.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

11398-o

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of August, 1945, incorporating: Lucien Beauregard, advocate and King's Counsel, Georges Laurence and Jean Brisset, advocates, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes;

To carry on the trade and business of publishing and printing; to acquire, hold, sell, assign copyrights, to grant and secure any concession of an interest in the same by assignment or by license;

To carry on the trade and business of lithographing, electrotyping, colotyping, thermography, stereotyping, photography, engraving, photoengraving, book-binding, ruling, designing, modelling;

To carry on and engage in the stationery business and deal in works of art, religious objects and stationery, both wholesale and retail, and office and library supplies;

To organize or acquire, operate and maintain news agencies, or agencies for information and publicity, Canadian or foreign news services, and to enter into any contract, arrangement or agreement with any such agencies or services;

To make, buy, sell, lease, exchange, distribute and circulate moving picture films, records; to create, produce and sell radio programs; to enter into contracts and make engagements of all kinds with authors, musicians and other artists pertaining to radio-broadcasting, television, moving pictures, talking-pictures, literary and artistic works of all kinds, under the name of "Les Editions de l'Arbre Inc."

The capital stock of the company is divided into 1,000 shares without par or nominal value and into 500 preferred shares of \$100 each, and the amount with which the company will commence operations will be at least \$10,000.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of August, 1945.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

11398

"Machineries Pont-Rouge, Limitée."

"Machineries Pont-Rouge, Limitée."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huitième jour de septembre 1945, constituant en corporation: Alphonse-E. Carrier, surintendant, Euclide Therrien, contremaître, tous deux de Pont-Rouge, Camille Tessier, marchand, de Drummondville Ouest, J.-Lorenzo Paillé, agent d'assurance, de St-Joseph de Grantham, et Antoine Biron, avocat, de Drummondville, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Fabriquer et vendre de la machinerie et de l'outillage;

Fabriquer et vendre des objets en bois ou en métal;

Exploiter un moulin à scie;

Faire la préparation du bois de construction ou autre, sous le nom de "Machineries Pont-Rouge, Limitée", avec un capital total de \$99,000.00, divisé en 990 actions de \$100.00 chacune.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of September, 1945, incorporating: Alphonse-E. Carrier, superintendent, Euclide Therrien, foreman, both of Pont-Rouge, Camille Tessier, merchant, of Drummondville West, J.-Lorenzo Paillé, insurance agent, of St-Joseph de Grantham and Antoine Biron, advocate, of Drummondville, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture and sell machinery and equipment;

To manufacture and sell wooden or metal objects;

To operate a saw-mill;

To carry on the dressing of lumber or other wood, under the name of "Machineries Pont-Rouge, Limitée", with a total capital stock of \$99,000, divided into 990 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Pont-Rouge, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-huitième jour de septembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11399-o L. DÉSILETS.

The head office of the company will be at Pont-Rouge, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of September, 1945.

L. DÉSILETS,
11399 Deputy Attorney General.

"Marché d'Orléans, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deuxième jour d'octobre 1945, constituant en corporation: Florian Gagnon, maître d'hôtel, de Ste-Anne de Beaupré, Georges Hébert, voyageur de commerce, de Giffard, Robert Allen, électricien, et André Turcotte, soudeur, ces deux derniers de la cité de Québec, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce en gros ou en détail des fruits et légumes, provisions, denrées et épicerie; et en faire importation, exportation, transformation et préparation, sous le nom de "Marché d'Orléans, Inc." avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Québec, district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le deuxième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11400-o L. DÉSILETS.

"Marché d'Orléans, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of October, 1945, incorporating: Florian Gagnon, "maître d'hôtel", of Ste-Anne de Beaupré, Georges Hébert, commercial traveller, of Giffard, Robert Allen, electrician, and André Turcotte, welder, these two latter of the city of Quebec, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To deal wholesale and retail in fruits and vegetables, provisions, foodstuffs and groceries; to import, export, transform and prepare the same, under the name of "Marché d'Orléans, Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be in the city of Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of October, 1945.

L. DÉSILETS,
11400 Deputy Attorney General.

"Mark's Textiles Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze septembre 1945, constituant en corporation: Mark Reuben, marchand Jack Margoese, marchand, et Christina Mackenzie Reuben, bourgeoise, épouse séparée de biens de Mark Reuben et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce de manufacturiers, négociants, exportateurs, importateurs, détaillants et en général marchands de textiles, lainages, cotonnades, soieries, satins, velours, veloutine, dentelle, cuir, cuir artificiel, tissus de toute sorte et description, et toutes substances fibreuses et étoffes de toute sorte et description, fourrures, garnitures de robes, galons, cordonnets et boutons, et tous articles dans la fabrication desquels entrent toutes ou l'une quelconque des substances susdites;

Faire le commerce de manufacturiers, négociants, exportateurs, importateurs, détaillants et en général marchands de toutes sortes de vêtements d'hommes, femmes et enfants et lingerie de toute sorte et description, y compris habits de sport pour hommes et femmes, coiffures et chaussures de toute description, et faire tous ou l'un quelconque des commerces de marchands de drap, fourreurs, tailleurs, drapiers, merciers, bonnetiers, chapeliers, costumiers, gantiers, fabricants de chapeaux, sous le nom de "Mark's Textiles Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le onze septembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11401 L. DÉSILETS.

"Mark's Textiles Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of September, 1945, incorporating: Mark Reuben, merchant, Jack Margoese, merchant, and Christina Mackenzie Reuben, housewife, wife separate as to property of Mark Reuben and duly authorized by him for these presents, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers, jobbers, exporters, importers, retailers and dealers generally in textiles, woollens, cotton goods, silk goods, satins, velvet, velveteen, lace, leather, artificial leather, textiles of every kind and description, and all kinds of fibrous substances and fabrics of every kind and description, furs and dress trimmings, braids, cords and buttons, and all articles into the manufacture of which any or all of the foregoing enter;

To carry on the business of manufacturers, jobbers, exporters, importers, retailers and dealers generally in all kinds of man's, women's and children's clothing and wearing apparel of all kinds and description, including women's and men's sportswear, head and footwear of every description, and to carry on all or any of the businesses of clothiers, furriers, tailors, drapers, haberdashers, hosiers, milliners, costumers, gloves and hatters, under the name of "Mark's Textiles Ltd.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 common shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of September, 1945.

L. DÉSILETS,
11401-o Deputy Attorney General.

"Mercury Shoe Co. Ltd."

"Mercury Shoe Co. Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date au vingt-sept septembre 1945, constituant en corporation: Melvin Salmon, avocat, de la cité de Montréal, Celia Cohen, sténographe, et Sonya Gertin, teneuse de livres, toutes deux filles majeures, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer des chaussures, et tanner, exploiter une tannerie, manufacturer, préparer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement faire le commerce ou négoce de peaux brutes, peaux et cuir de toute sorte; faire les opérations qui consistent à manufacturer des chaussures, tanner, préparer, acheter et vendre les marchandises susmentionnées, et acquérir, acheter, détenir, vendre, préparer ou tanner ou autrement disposer, manufacturer, produire, importer toutes sortes de chaussures, peaux brutes, peaux, cuir et marchandises semblables;

Acheter, ou autrement acquérir et vendre ou autrement disposer, améliorer, construire, modifier et autrement faire le commerce ou négoce de propriétés immobilières, sous le nom de "Mercury Shoe Co. Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-sept septembre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11402

L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of September, 1945, incorporating: Melvin Salmon, advocate, of the City of Montréal, Celia Cohen, stenographer and Sonya Gertin, bookkeeper, both spinsters, of the City of Outremont, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture shoes, and to tan, operate a tannery, manufacture, process, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with hides, skins and leather of every sort; to carry on the business of manufacturing shoes, tanning, processing, buying and selling of aforementioned goods, and to acquire, purchase, hold, sell, process or tan or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export all kinds of shoes, hides, skins, leather and similar goods:

To buy, or otherwise acquire and sell or otherwise dispose of, improve, construct, alter and otherwise deal in or with immoveable property under the name of "Mercury Shoe Co. Ltd.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of September, 1945.

L. DÉSILETS,

11402-o

Deputy Attorney General.

"Messier & Compagnie Limitée."

"Messier & Compagnie Limitée."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sixième jour d'octobre 1945, constituant en corporation: Joseph Messier, vendeur, Gérard Forest, commis, Jeanne Pelland, secrétaire, fille majeure, usant de ses droits, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire commerce de meubles et de magasin à rayons, exercer l'industrie de manufacturiers, marchands de, détaillants, importateurs, exportateurs, et en général de marchands, de meubles et marchandises ordinairement vendues dans les magasins à rayons, et à cette fin opérer et exploiter des magasins, manufactures et bureaux dans toute la province de Québec;

Manufacturer, produire, acheter, importer et exporter, faire le commerce du gros et du détail, avec contrat à réméré, pour du comptant ou à crédit, d'appareils frigorifiques, moteurs, poêles, fournaies, radios, systèmes de chauffage, machines mues par l'électricité, la gazoline ou l'huile, meubles, instruments de musique, instruments de cuisine, tapis et prélatris, clavigraphes et machines à additionner et de tous matériaux, articles ou effets requis relativement à tel commerce ou s'y rattachant, sous le nom de "Messier & Compagnie Limitée", avec un capital total de \$10,000.00, divisé en 100 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le sixième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11403-o

L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of October, 1945, incorporating: Joseph Messier, salesman, Gérard Forest, clerk, Jeanne Pelland, secretary, spinster, in use of her rights, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To deal in furniture and operate a departmental store, carry on business as manufacturers, merchants, retailers, importers, exporters of and general dealers in furniture and merchandise usually sold in departmental stores, and for such purpose, to operate and conduct stores, factories and offices, throughout the whole Province of Quebec;

To manufacture, produce, purchase, import and export, deal in, whether wholesale and retail, under contract with right of redemption, for cash, or on credit, refrigeration apparatus, motors, stoves, furnaces, radios, heating systems, machines run by electricity, gasoline or oil, furniture, musical instruments, kitchen supplies, carpets and oilcloths, typewriters and adding machines and all materials, articles or goods required in connection with such business or incidental thereto, under the name of "Messier & Compagnie Limitée", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of October, 1945.

L. DÉSILETS,

11403

Deputy Attorney General.

"Montreal Business Promotion Corporation"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de septembre 1945, constituant en corporation: Léon Faribault, avocat, Marcelle Labonté et Rita Angers, sténographes, filles majeures, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers et raffineurs de baleine et poisson, chair, os, gras, huiles et graisses et leurs sous-produits;

Construire, acheter, louer ou autrement acquérir, nolisier, posséder, entretenir, exploiter et gérer:

(a) Des bateaux à vapeur, vaisseaux, remorqueurs, traversiers pour charrs, dragues, allèges, barges, bateaux et vaisseaux de toute description;

(b) Structures, constructions, bâtisses, hôtels, boutiques, magasins, usines, appareils, moulins, machinerie, outillage et installations de toute nature et sorte que ce soit sur terre ou sur l'eau jugés nécessaires ou requis par la compagnie relativement à la construction, fabrication, entretien, exploitation, navigation, administration, entreprises, appareils ou installations se rapportant au chargement, déchargement, emballage, expédition, entreposage, soulèvement, réfrigération, emmagasinage, le traitement ou le soin du fret, messageries ou autre trafic de quelque description que ce soit;

(c) Des terrains, lots riverains, cales sèches, quais, bassins, glissoirs, hâvre et installations de port et terminus et autres facilités, commodités et privilèges d'aucune description;

Organiser, financer et contrôler toutes sortes d'expédition de pêche, soit dans les eaux intérieures ou en haute mer, sous le nom de "Montreal Business Promotion Corporation", avec un capital total de \$99,995, divisé en 19,999 actions de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-neuvième jour de septembre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11404

L. DESILETS.

"New Louvre Mines Limited."

(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est par les présentes donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dix octobre 1945, constituant en corporation: Herbert Jackson, gérant, Ernest William Mockridge, teneur de livres, tous deux de la cité de St-Lambert, Alexander Gordon Yeoman, avocat stagiaire, Clifford George Meek, teneur de livres, tous deux de la cité de Montréal, et Cecil Bruce Cooke, secrétaire, de la cité de Verdun, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire des recherches et explorations pour découvrir des mines et minéraux;

Faire toutes les opérations qui consistent à miner, fouiller, travailler, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit, le sol, la terre, les roches et les pierres, dans le but d'en extraire des miné-

"Montreal Business Promotion Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, Chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the nineteenth day of September, 1945, incorporating: Léon Faribault, advocate, Marcelle Labonté and Rita Angers, stenographers, filles majeures, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec for the following purposes:

To carry on the business of manufacturer and refiner of whale and fish, flesh, bones, fats, oils and greases and the by-products thereof;

To construct, purchase, lease or otherwise acquire, charter, own, maintain, operate and manage:

(a) steamships, vessels, tugs, car ferries, dredges, lighters, barges, boats and water craft of every description;

(b) structures, erections, buildings, hotels, shops, stores, works, appliances, mills, machinery, plant and equipment of every nature and kind whatsoever on land or on water, deemed by the Company to be necessary or required for or in connection with the construction, manufacture, maintenance, operation, navigation, management, renewal or repair of the Company's vessels, works, undertakings, appliances or equipment or for or in connection with the loading, unloading, bonding, forwarding, warehousing, elevation, refrigeration, storage, treatment or care of freight, express or other traffic of whatsoever description;

(c) lands, water lots, docks, wharves, basins, slips, harbour and port works and terminal and other facilities, easements and privileges of every description;

The organize, finance and control all kind of fishing expeditions either in inland waters or on high seas, under the name of "Montreal Business Corporation", with a total capital stock of \$99,995.00, divided into 19,999 shares of \$5.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of September, 1945.

L. DESILETS,

11404-o

Deputy Attorney General.

"New Louvre Mines Limited."

(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the tenth day of October, 1945, incorporating: Herbert William Jackson, manager, Ernest William Mockridge, bookkeeper, both of the City of St. Lambert, Alexander Gordon Yeoman, law clerk, Clifford George Meek, bookkeeper, both of the City of Montreal, and Cecil Bruce Cooke, secretary, of the City of Verdun, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes;

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner, render such

raux quelconques; donner une valeur marchande à ces minéraux par quelque moyen que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "New Louvre Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de \$3,000,000, divisé en 3,000,000 d'actions de la valeur au pair de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, comté d'Hochelaga, Province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le dix octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11405

L. DÉSILETS.

"Northern Enterprises Limited."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de septembre 1945, constituant en corporation: Joseph James Harold, de la cité de Hampstead, John William Long, de la cité d'Outremont, tous deux avocats, et Margot Mary Quinn, secrétaire, fille majeure, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

a) Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux pour la construction de travaux publics et privés; et

b) Exercer le commerce d'opérations forestières, marchands de bois de charpente, propriétaires de scieries et de pourvoyeurs et marchands de victuailles, et acheter, vendre, préparer pour le marché, manufacturer, importer, exporter et faire le commerce de bois de charpente et de bois de toutes sortes, et manufacturer et faire le commerce d'articles de toutes sortes dans la fabrication desquels le bois de charpente ou le bois est utilisé et de tous articles qui peuvent être faits ou extraits du bois ou des déchets du bois; et—

Agir comme voituriers, camionneurs, agents de transport et expéditeurs par terre et eau, agents à commission pour ces biens meubles et immeubles négociés par la compagnie, agents d'assurance, sujet au consentement préalable du surintendant des assurances de la province de Québec, entreposeurs, et entreposer et emmagasiner des produits, matériaux, effets, objets et marchandises pour d'autres personnes, firmes, compagnies et corporations; et—

Importer, exporter, acheter, vendre, louer, arrenter et autrement négocier et faire le commerce de camions, remorques, véhicules moteurs, automobiles, moyens de transport de toutes sortes et de toutes pièces utilisées dans leur construction, ainsi que des moteurs, engins, machinerie de toutes sortes et accessoires et fournitures électriques et exercer un commerce général d'un atelier mécanique, de réparation générale et de garage, sous le nom de "Northern Enterprises Limited."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en quatre cents actions n'ayant aucune valeur nominale ou au pair et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations ne sera pas moins de deux mille dollars.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

minerals merchantable by any means whatsoever, and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "New Louvre Mines Limited" (No personal Liability), with a total capital stock of \$3,000,000.00, divided into 3,000,000 shares of the par value of \$1.00 each.

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the County of Hochelaga, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of October, 1945.

L. DÉSILETS,

11405-o

Deputy Attorney General.

"Northern Enterprises Limited."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of September, 1945, incorporating: Joseph James Harold, of the City of Hampstead, John William Long, of the City of Outremont, both advocates, and Margot Mary Quinn, secretary, spinster of the full age of majority, of the City of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors for the construction of works, public and private; and

b) To carry on the business of lumber operations, timber merchants, saw-mill proprietors and caterers and victuallers, and to buy, sell, prepare for market, manufacture, import, export and deal in timber and wood of all kinds, and to manufacture and deal in articles of all kinds in the manufacture of which timber or wood is used and all articles that can be made from or extracted from wood or the waste products of wood; and

To act as carriers, truckmen, cartage agents and forwarders by land and water, commission agents for those moveables and immoveables dealt in by the company, insurance agents, subject to the previous consent of the superintendent of Insurance of the Province of Quebec, warehousemen and to warehouse and store products, materials, goods, wares and merchandise for other persons, firms, companies and corporations; and

To import, export, buy, sell, lease, rent and otherwise deal in and deal with motor trucks, tractors, motor cars, automobiles, conveyances of all kinds and all parts used in the construction thereof as well as motors, engines, machinery of all kinds and electrical accessories and supplies and to carry on a general machine shop, general repair and garage business, under the name of "Northern Enterprises Limited."

The capital stock of the company is divided into four hundred shares having no nominal or par value and the amount of the capital stock with which the Company will commence its operation will be not less than two thousand dollars.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-neuvième jour de septembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11406 L. DESILETS.

**"Oeuvre des Terrains de Jeux Régionale
de la Rive Sud"**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sixième jour de septembre 1945, constituant en corporation sans capital-actions: Josaphat-J. Girouard, marchand, de St-Lambert, Joseph-Aristide Gougeon, machiniste, de Mackayville, Gérard-A. Tittley, professeur, de St-Josaphat, tous dans le comté de Chambly, province de Québec, dans les buts suivants:

Etablir, promouvoir, entretenir, organiser et administrer une association sociale et athlétique pour le divertissement de ses membres et pour encourager et promouvoir les activités sociales, les sports et les jeux athlétiques en général chez les jeunes, adultes, et à ces fins tenir des assemblées, tournois, concours, divertissements publics et événements sociaux de différentes sortes, et tous jeux autres que les jeux à l'argent, jeux de hasard et jeux mixtes de hasard et d'habileté, sous le nom de "Oeuvre de Terrains de Jeux Régionale de la Rive Sud".

Le montant auquel sont limités les biens mobiliers et immobiliers que la corporation peut posséder est de \$25,000.00, et le revenu maximum est de \$3,000.00.

Le siège social de la corporation sera à St-Lambert, comté de Chambly, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-sixième jour de septembre, 1945.

L'Assistant-procureur général,
11407-0 L. DESILETS.

"Oka Wood Products Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour d'octobre 1945, constituant en corporation: Max N. Crestohl, avocat, Mademoiselle Sema Schwartz, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, et Abe H. Crestohl, agent, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre et généralement faire le commerce comme grossistes, négociants à forfait, détaillants, importateurs et exportateurs, de bateaux, en bois, en métal et en alliage de métal, meubles, traines sauvages, jeux, appareils de gymnastique, appareils pour terrains de jeux, instruments de musique, ainsi que tous autres objets et accessoires en bois, métalliques et en alliage;

Conclure des arrangements pour la fabrication, le finissage, le polissage, la fonte, le moulage de tous objets manufacturés ou négociés par la compagnie et de toutes matières comprises dans lesdits produits;

Posséder, acheter et vendre des droits et limites forestières, moulins à bois, ateliers de rabotage et tous droits se rapportant ou aidant à atteindre les objets de la compagnie, sous le nom de "Oka Wood Products Limited", avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions de \$10 chacune.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of September, 1945.

L. DESILETS,
11406-0 Deputy Attorney General.

**"Oeuvre des Terrains de Jeux Régionale
de la Rive Sud"**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of September, 1945, to incorporate as a corporation without share capital: Josaphat J. Girouard, merchant, of St-Lambert, Joseph Aristide Gougeon, machinist, of Mackayville, Gérard A. Tittley, professor, of St-Josaphat, all of the county of Chambly, Province of Quebec, for the following purposes:

To establish, promote, maintain, organize and manage a social and athletic association for the entertainment of its members and to encourage and promote social activities, sports and athletic games in general amongst youth and adults, and for such purpose to hold meetings, tournaments, competitions, public amusements and social events of various kinds, and all games other than gambling, games of chance and combined games of chance and skill, under the name of "Oeuvre des Terrains de Jeux Régionale de la Rive Sud".

The amount to which the movable and immovable property which the corporation may possess is to be limited, is \$25,000, and the maximum revenue to be \$3,000.

The head office of the corporation will be at St-Lambert, county of Chambly, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of September, 1945.

L. DESILETS,
11407 Deputy Attorney General.

"Oka Wood Products Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of October, 1945, incorporating: Max N. Crestohl, advocate, Miss Sema Schwartz, secretary, both of the City of Montreal, and Abe H. Crestohl, agent, of the City of Outremont, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell and generally deal in as wholesalers, jobbers, retailers, importers and exporters, in all wood, metal and alloy boats, furniture, toboggans, games, gymnastic apparatus, playground apparatus, musical instruments, as well as all other wood, metallic and alloy objects and supplies;

To enter into agreements for the manufacture, finishing, polishing, casting, molding, of all objects manufactured or dealt in by the Company and of all materials included in the said products;

To own, buy and sell timber limits and rights, lumber mills, planing mills and other rights incidental to or enhancing the Company's objects, under the name of "Oka Wood Products Limited", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 2,000 shares of \$10.00 each.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce troisième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11408 L. DÉSILETS.

"Pan Investment Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dixième jour d'octobre 1945, constituant en corporation: Me Lavery Sirois, notaire, Mlle Madeleine Bernier, secrétaire, tous deux de la cité de Québec, et Mlle Pauline Davignon, secrétaire, de Lauzon, tous du district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer, conduire et entreprendre de quelque manière que ce soit le commerce et les opérations d'une compagnie de portefeuille et de gestion, sous le nom de "Pan Investment Limited."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 3,000 actions sans valeur au pair et 990 actions privilégiées de \$100.00 chacune, avec droit à un dividende de 5% non cumulatif et le montant du capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$25,000.00.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le dixième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11409-0 L. DÉSILETS.

**"Papeterie Lauzier Ltée"
"Lauzier Paper Ltd."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-septième jour de septembre 1945, constituant en corporation: Bernard Lauzier, comptable, Jacques Lauzier, acheteur, et Laurent Hirbour, industriel, tous trois des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de papetiers et libraires en général sous toutes ses formes, acheter, vendre, transformer, importer et exporter tous genres de papier, fournitures de bureau et autres de toutes sortes, sous le nom de "Papeterie Lauzier Ltée — Lauzier Paper Ltd.", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 200 actions ordinaires de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-septième jour de septembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11410-0 L. DÉSILETS.

"Quebec Stitchdown Shoe Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt et unième jour de septembre 1945, constituant en corporation: Dame Marie-Anne Portugais, veuve d'Alexandre Grenier, en son vivant de la cité de Québec, manufacturier, Charles

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of October, 1945.

L. DÉSILETS,
11408-0 Deputy Attorney General.

"Pan Investment Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of October, 1945, incorporating: Me Lavery Sirois, notary, Mlle Madeleine Bernier, secretary, both of the city of Quebec, and Mlle Pauline Davignon, secretary, of Lauzon, all of the district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on, conduct and undertake, in any manner whatsoever, the business and operations of a holdings and management company, under the name of "Pan Investment Limited".

The capital stock of the company will be divided into 3000 shares without par value and 990 preferred shares of \$100 each, with right to a 5% non-cumulative dividend, and the amount of capital stock with which the company will begin its operations is \$25,000.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of October, 1945.

L. DÉSILETS,
11409 Deputy Attorney General.

**"Papeterie Lauzier Ltée"
"Lauzier Paper Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-seventh day of September, 1945, incorporating: Bernard Lauzier, accountant, Jacques Lauzier, buyer, and Laurent Hirbour, manufacturer, all three of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the stationery business and deal in paper in all forms of same, buy, sell, transform, import and export all kinds of paper, office and other supplies of all kinds, under the name of "Papeterie Lauzier Ltée — Lauzier Paper Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be in the city of Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of September, 1945.

L. DÉSILETS,
11410 Deputy Attorney General.

"Quebec Stitchdown Shoe Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-first day of September, 1945, incorporating: Dame Marie-Anne Portugais, widow of Alexandre Grenier, in his lifetime of the city of Quebec, manufacturer, Charles Delagrave, member of the Legislative

Delagrave, membre du Conseil Législatif, notaire, Maurice Gagné, avocat, tous des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, préparer, acheter, vendre, importer et exporter la chaussure et les produits de cuir en général, sous le nom de "Quebec Stitchdown Shoe Limited", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 200 actions d'une valeur au pair de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le vingt et unième jour de septembre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11411-o

L. DESILETS.

Council, notary, Maurice Gagné, advocate, all of the city and district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, prepare, buy, sell, import and export shoes and leather products in general, under the name of "Quebec Stitchdown Shoe Limited", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of a par value of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of September, 1945.

L. DESILETS,

Deputy Attorney General.

"Saguenay Fish & Trading Company Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de septembre 1945, constituant en corporation: Maurice H. Fortier, avocat, Marcelle Flamand, sténographe, fille majeure, tous deux de la cité d'Outremont, et Marcel Gaboury, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter et autrement acquérir, mariner, saler, geler, fumer, préparer et autrement traiter, emballer et emmagasiner, vendre et autrement disposer et faire le commerce et négocier le poisson et tous autres produits des mers, rivières et lacs;

Exercer le commerce d'entrepôt et d'emmagasinage frigorifique, et toute l'industrie s'y rapportant nécessairement ou implicitement, et de plus exercer le commerce d'entrepôt général dans toutes ses spécialités;

Exercer le commerce de poisson de toutes sortes en gros et en détail, de marchands de fruits et de légumes, de courtiers, encanteurs, importateurs, exportateurs, producteurs, distributeurs, agents à commission et négociants en général, sous le nom de "Saguenay Fish & Trading Company Limited", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Québec, dans la province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-huitième jour de septembre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11412

L. DESILETS.

"Saguenay Fish & Trading Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, Chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the eighteenth day of September, 1945, incorporating: Maurice H. Fortier, advocate, Marcelle Flamand, Stenographer, spinster, both of the City of Outremont, and Marcel Gaboury, advocate, of the City of Outremont, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase and otherwise acquire, to pickle, salt, freeze, smoke, cure and otherwise treat, to pack and store, to sell and otherwise dispose of and deal in and with fish and all other products of the seas, rivers and lakes;

To carry on the business of warehousing and cold storage, and all the business necessarily or impliedly incidental thereto, and to further carry on the business of general warehousing in all its several branches;

To carry on the business of wholesale and retail fish of all kinds, fruit and vegetable merchants, brokers, auctioneers, importers, exporters, producers, distributors, commission agents and general traders, under the name of "Saguenay Fish & Trading Company Limited", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of a par value of \$100.00 each.

The head office of the Company will be in the City of Quebec, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of September, 1945.

L. DESILETS,

Deputy Attorney General.

"Servitor Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-septième jour de septembre 1945, constituant en corporation: Jacques Bastien, comptable, Albert St-Pierre, homme d'affaires, J.-Edgar Parent, gérant, tous des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire tous les actes et exercer tous les commerces ou industries de buanderie générale, de pressage, nettoyage à sec ou de toute nature, de teinturerie, d'entrepôt, et de réparations de manteaux de fourrure et de vêtements de toute sorte, et tous les commerces similaires, auxiliaires et dépendants;

"Servitor Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of September, 1945, incorporating: Jacques Bastien, accountant, Albert St-Pierre, business man, J. Edgar Parent, manager, all of the city and district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To perform all acts and engage in any business or industry connected with a general laundry, pressing, dry-cleaning of every nature, dyeing, storing and repairing of fur coats and wearing apparel of all sorts, and all similar, allied and auxiliary business;

Manufacturer, acheter, importer, exporter, vendre en gros et en détail, et généralement trafiquer des appareils de blanderie, de teinturerie, machines, savons, acides, produits chimiques et matériaux de toutes descriptions;

Construire, bâtir, acheter, louer, aménager des boîtes ou entrepôts et agir comme entrepreneurs de toutes espèces d'articles de vêtements, et réparer, tailler, confectionner les vêtements, couvertures, pièces de drap, ou de fourrure, particulièrement les manteaux de fourrure, et faire sur iceux toutes opérations requises, sous le nom de "Servitor Inc.", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 50 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100.00 chacune, et de 150 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 16, avenue des Oblats, dans la cité de Québec, district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-septième jour de septembre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11413-o

L. DESILETS.

To manufacture, buy, import, export, sell, both wholesale and retail, and generally deal in laundry equipment, dyeing apparatus, machines, soaps, acids, chemical products and materials of every description;

To construct, build, buy, lease, equip vaults or storage plants, and to act as warehousemen for all kinds of articles of clothing, and to repair, cut, and make garments, blankets, cloth pieces of fur pieces, particularly fur coats, and to any work required on same, under the name of "Servitor Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 50 common shares of a par value of \$100 each, and 150 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 16 avenue des Oblats, in the city of Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of September, 1945.

L. DESILETS,

Deputy Attorney General.

11413

"Shannon Shoe Fitting Company Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de septembre 1945, constituant en corporation: John Austin Murphy, avocat et conseil en loi du Roi, Samuel Bennett, commis, et Edna Knight, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Agir comme entrepreneurs pour des manufacturiers pour exécuter des travaux qui consistent à piquer et ouvrir des chaussures et en général, faire le commerce qui consiste à manufacturer et à produire des souliers et chaussures de toutes sortes, sous le nom de "Shannon Shoe Fitting Company Limited", avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-deuxième jour de septembre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11414

L. DESILETS.

"Shannon Shoe Fitting Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of September, 1945, incorporating: John Austin Murphy, advocate and King's Counsel, Samuel Bennett, clerk, and Edna Knight, stenographer, spinster of the full age of majority, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To act as contractor for manufacturers in stitching and processing shoes and generally to engage in the business of manufacturing and producing shoes and footwear of all kinds, under the name of "Shannon Shoe Fitting Company Limited", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 2,000 common shares of \$10.00 each.

The head office of the Company will be in the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of September, 1945.

L. DESILETS,

Deputy Attorney General.

11414-o

"Shawinigan Buildings Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq octobre 1945, constituant en corporation: Adrian Knatchbull-Hugessen, avocat et conseil en loi du Roi, Hamilton Larratt Smith, James Penrose Anglin, tous deux avocats, et Richard Dale Weldon, étudiant, Frank Wright, comptable, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, louer, ou autrement acquérir des terrains, bâtisses et propriétés immobilières de toute tenure ou description et toute succession ou tout intérêt en icelle, et tous droits s'y rapportant, et les faire profiter de la manière jugée nécessaire;

Construire, ériger, exploiter, entretenir et gérer tous genres d'établissements, structures et autres travaux et commodités susceptibles de profiter directement ou indirectement aux ob-

"Shawinigan Buildings Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of October, 1945, incorporating: Adrian Knatchbull-Hugessen, advocate and King's Counsel, Hamilton Larratt Smith, James Penrose Anglin, both advocates, and Richard Dale Weldon, student, Frank Wright, accountant, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase, lease, or otherwise acquire land, buildings and immoveable property of any tenure or description and any estate or interest therein, and any rights over or connected therewith, and to turn the same to account in such manner as may seem expedient;

To construct, erect, operate, maintain and manage all kinds of buildings, structures and other works and conveniences which the company may think directly or indirectly conducive

jets de la compagnie, et contribuer ou autrement aider ou participer à la construction, entretien, développement, fonctionnement, contrôle et gestion d'iceux;

Conduire d'une manière générale dans toutes ses spécialités, une agence de développement d'immeubles et de courtage, sous le nom de "Shawinigan Buildings Limited", avec un capital de \$500,000, divisé en 5,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le cinq octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11415

L. DESILETS.

"Shawinigan Mica Limited"
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est par les présentes donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinq septembre 1945, constituant en corporation: René Chênevert, avocat, de la cité de Westmount, Louis-Philippe Lortie, comptable, de la cité de Montréal, et Isabella Macfarlane, sténographe, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Sans changer la Loi des compagnies minières de Québec, (chapitre 196) et sans restreindre de quelque manière que ce soit ses pouvoirs généraux;

Faire des recherches et explorations pour découvrir des mines et minéraux;

Faire toutes les opérations qui consistent à miner, fouiller, travailler, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit, le sol, la terre, les roches et les pierres, dans le but d'en extraire des minéraux quelconques; donner une valeur marchande à ces minéraux par quelque moyen que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Shawinigan Mica Limited (Libre de responsabilité personnelle)", avec un capital total de \$149,000, divisé en 149,000 actions de la valeur au pair de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Shawinigan Falls, district de Trois-Rivières.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-cinq septembre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11416

L. DESILETS.

"Smith Floral Shoppe Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de septembre 1945, constituant en corporation: Melvin Salmon, avocat, June Kirlin, sténographe, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, et Celia Cohen, sténographe, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Négocier, produire, cultiver, posséder, acheter, importer ou autrement acquérir, détenir, vendre, exporter ou autrement disposer ou faire le commerce, comme grossistes et détaillants ou les

to the objects of the company, and to contribute to or otherwise assist or take part in the construction, maintenance, development, working, control and management thereof;

To carry on a general real estate development agency and brokerage business in all its branches, under the name of "Shawinigan Buildings Limited", with a total capital stock of \$500,000.00 divided into 5,000 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of October, 1945.

L. DESILETS,

11415-o

Deputy Attorney General.

"Shawinigan Mica Limited"
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of September, 1945, incorporating: René Chênevert, barrister, of the City of Westmount, Louis-Philippe Lortie, accountant, of the City of Montreal, and Isabella Macfarlane, stenographer, spinster, of the City of Outremont, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Without affecting the Quebec Mining Act, (Chap. 196) and without in any way restricting its general powers, to:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Shawinigan mica Limited (No Personal Liability)", with a total capital stock of \$149,000.00, divided into 149,000 shares of the par value of \$1.00 each.

The shareholders will incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the Company will be at Shawinigan Falls, in the district of Three Rivers.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of September, 1945.

L. DESILETS,

11416-o

Deputy Attorney General.

"Smith Floral Shoppe Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of September, 1945, incorporating: Melvin Salmon, advocate, June Kirlin, stenographer, spinster, both of the City of Montreal, and Celia Cohen, stenographer, spinster, of the City of Outremont, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Trade, produce, grow, possess, buy, import or otherwise, acquire, hold, sell, export or otherwise dispose of, or deal as wholesaler and retailer or either, in or with flowers, plants, floral acces-

deux, de fleurs, accessoires floraux, nouveautés, sous le nom de "Smith Floral Shoppe Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-septième jour de septembre 1935.

L'Assistant-procureur général,

11417 L. DESILETS.

"Snowdon Automobile Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingtième jour de septembre 1945, constituant en corporation: Gerald MacPherson Almond, C.R., avocat, Paul Galt Michaud, avocat, et Jacqueline Bastien, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie, acheter, louer, vendre, utiliser, exploiter, entretenir, prendre à bail, faire le commerce, négocier, disposer, manufacturer et réparer, exporter et importer:

a) Des moyens de transport et véhicules et leurs accessoires et pièces d'aucune sorte et description et susceptibles d'être mus par aucune forme d'énergie sur terre, sur l'eau ou dans l'air, comprenant, mais sans apporter aucun préjudice à la généralité des précédents, des automobiles, camions, taxi-autos, autobus, motocyclettes, bicycles, bateaux, aéroplanes et vaisseaux aériens et leurs accessoires et fournitures d'aucune sorte et nature;

b) Machinerie, moteurs, engins, bouilloires, outils et leurs accessoires;

Ériger, acheter, louer ou autrement acquérir et entretenir et exploiter des postes de service et des garages pour la vente de la gasoline, huiles et autres accessoires d'automobiles et le remisage, le soin et la réparation d'automobiles et véhicules-moteurs, d'aucune sorte, nature et description, sous le nom de "Snowdon Automobile Inc.", avec un capital total de \$49,000, divisé en 490 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingtième jour de septembre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11418 L. DESILETS.

"Spécialités LaSalle Specialties Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinquième jour d'octobre 1945, constituant en corporation: Georges Laurence, Jean Brisset et Jules Beauregard, avocats, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers, marchands détaillants, marchands de gros, courtiers, agents ou représentants de manufacturiers, de maisons de commerce canadiennes ou étrangères, trafiquants, importateurs et exportateurs: de jouets, tablettes à écrire et autres articles de papeterie et imprimerie, nouveautés, menus articles, articles scolaires, religieux, de bureau, de bibliothèque, de ménage, d'ameublement, de cuisine, de bijouterie et coutellerie, d'objets

series, novelties, under the name of "Smith Floral Shoppe Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of September, 1945.

L. DESILETS,

11417-o Deputy Attorney General.

"Snowdon Automobile Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, Chapter 276, Q.R.S. 1941, bearing date the twentieth day of September, 1945, incorporating: Gerald MacPherson Almond, K.C., advocate, Paul Galt Michaud, advocate, and Jacqueline Bastien, stenographer, spinster, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To trade in, buy, lease, sell, use, operate, maintain, let for hire, deal in, deal with, dispose of, manufacture and repair, export and import:

a) Conveyances and vehicles and accessories and parts thereof of very kind and description, capable of being moved by any form of power on land in or on water or in the air, including without prejudice to the generality of the foregoing automobiles, trucks taxicabs, busses, motorcycles, bicycles, boats, aeroplanes and aerostats and supplies and fittings thereof of every kind and nature;

b) Machinery, motors, engine, boilers, tools and utensils thereof;

To erect, purchase, lease or otherwise acquire and to maintain and operate filling stations and garages for the sale of gasoline, oils and other automobile supplies and the storing, caring for and repairing of automobiles and motor vehicles of every kind, nature and description, under the name of "Snowdon Automobile Inc.", with a total capital stock of \$49,000.00, divided into 490 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of September, 1945.

L. DESILETS,

11418-o Deputy Attorney General.

"Spécialités LaSalle Specialties Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 5th day of October, 1945, incorporating: Georges Laurence, Jean Brisset and Jules Beauregard, advocates, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers, retail merchants, wholesale merchants, brokers, agents or representatives for manufacturers, Canadian or foreign business firms, traders in, importers and exporters of: toys, writing pads and other stationery and printers' supplies, novelties, small wares, school supplies, religious articles, office, library, household, furniture kitchen supplies, jewelry and cutlery, works of art, articles and goods used for amusement and clothing, elec-

d'art, d'articles et effets utilisés pour la récréation et le vêtement, d'articles ou appareils électriques et mécaniques, de produits, d'articles, d'effets de ménage, d'ornements, de bric-à-brac et nouveautés, de toutes sortes et descriptions, et fabriqués de toutes sortes de tissus, matériel, plastique ou métal, sous le nom de "Spécialités LaSalle Specialties Inc.", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 200 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le cinquième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11419-o

L. DÉSILETS.

"T & T Auto Supply Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dixième jour d'octobre 1945, constituant en corporation: Me Lavery Sirois, notaire, Madeleine Bernier, secrétaire, tous deux de la cité de Québec, et Pauline Davignon, secrétaire, de Lauzon, tous du District de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce en gros et en détail des pneus et de tous leurs accessoires;

Faire le commerce en gros et en détail d'essence et d'huile et de leurs dérivés et sous-produits;

Opérer des garages, stations d'essence, salles de ventes de véhicules-moteurs et de leurs accessoires;

Opérer des restaurants (curb service) sous toutes les formes avec toutes les opérations connexes;

Faire le commerce en gros et en détail, directement ou indirectement, la réparation et la distribution des véhicules-moteurs de toutes sortes; d'autos-chenilles, autos-neige, bicyclettes à moteur ou à traction humaine, machineries pour combattre les incendies, ainsi que pour construire et entretenir les chemins et les ponts, et pour enlever la neige, machineries pour exploitation des mines, moteurs marins amovibles ou non, bateaux, aéroplanes, et avions, pièces et accessoires de toutes sortes s'y rapportant, sous le nom de "T. & T. Auto Supply Limited."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 1,000 actions sans valeur au pair et 490 actions privilégiées de \$100.00 chacune, avec droit à un dividende de 5% non cumulatif et le montant du capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de dix mille dollars (\$10,000.00).

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le dixième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11420-o

L. DÉSILETS.

"Ukrainian National Federation of Quebec"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sixième jour d'octobre 1945, constituant en corporation sans capital-actions: Nicholas Hlibchuk, fermier, Théodore Bilyk, marchand, et Harry Hys, commis, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

tric or mechanical articles or apparatus, products, articles, household goods, ornaments, bric-a-brac and novelties of every kind and description and manufactured of any kind of tissue, material, plastic or metal, under the name of "Spécialités LaSalle Specialties Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100. each.

The head office of the company will be at Montreal in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of October, 1945.

L. DÉSILETS,

11419

Deputy Attorney General.

"T & T Auto Supply Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of October, 1945, incorporating: Me Lavery Sirois, notary, Madeleine Bernier, secretary, both of the city of Quebec, and Pauline Davignon, secretary, of Lauzon, all of the district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To deal, wholesale and retail, in tires and all their accessories;

To deal, wholesale and retail, in gasoline and oil and their derivatives and by-products;

To operate garages, gasoline stations, sales-rooms for motor vehicles and their accessories;

To operate curb service restaurants in all lines of same and with all the business connected therewith;

To carry on a wholesale and retail business, directly or indirectly, and the repairing and distributing of motor vehicles of all kinds; tanks, snow-mobiles, motor cycles or bicycles, fire-fighting machinery as well as machinery for the building and maintaining of roads and bridges, and for the removal of snow, machinery for operating mines, outboard motors for boats, boats, aeroplanes and air-ships, parts and accessories of all sorts connected therewith, under the name of "T & T Auto Supply Limited".

The capital stock of the company is divided into 1000 no par value shares and 490 preferred shares of \$100 each, with right to a 5% non-cumulative dividend and the amount of capital with which the company will commence its operations is ten thousand dollars (\$10,000).

The head office of the company will be at Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of October, 1945.

L. DÉSILETS,

11420

Deputy Attorney General.

"Ukrainian National Federation of Quebec"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of October, 1945, to incorporate as a corporation without share capital: Nicholas Hlibchuk, farmer, Théodore Bilyk, merchant, and Harry Hys, clerk, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Aider tous les membres à obtenir une connaissance des lois et de la Constitution du Canada; les aider à obtenir leurs papiers de naturalisation canadienne et leur enseigner à remplir leurs devoirs envers le Canada, ainsi que de jouir de leurs droits de citoyens canadiens;

Maintenir la culture nationale ukrainienne; créer et étendre l'esprit de fraternité et l'aide mutuelle dans les moments de trouble, de maladie ou décès; travailler dans l'intérêt des gens de nationalité ukrainienne, et donner une attention particulière au bien-être et au développement de la jeunesse d'origine ukrainienne, sous le nom de "Ukrainian National Federation of Quebec".

Les pouvoirs mentionnés dans l'un quelconque des paragraphes précédents ne devant en aucune façon inférer que la corporation est autorisée à organiser, exploiter ou à permettre qu'on organise ou qu'on exploite ou que l'on joue à considération pécuniaire ou autre des jeux à l'argent ou des jeux de hasard ou des jeux mixtes de hasard et d'habileté dans les locaux occupés par le club ou dans leurs dépendances.

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$150,000.00.

Le siège social de la corporation sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le sixième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,

11421-o

L. DESILETS.

"Yucca Cafe Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seizième jour d'octobre 1945, constituant en corporation: Dame Yvette Duchesneau, épouse contractuellement séparée de biens de Roland Thibault, commerçant, et Victor Lefebvre, Fernand Roy, bouchers, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer, soit en gros ou en détail, le commerce de restaurant, café, taverne, salle de rafraîchissements et bonbons, et de marchand de revues, journaux, et autres publications et acheter, vendre, importer, exporter et faire le commerce en général de comestibles de toutes sortes, potages, viandes, gâteaux, bonbons, friandises, fruits, légumes, revues, journaux, gomme à mâcher, cigares, cigarettes, tabac, liqueurs douces de toutes sortes, bière et vin, liqueurs alcooliques et spiritueux de toutes sortes. (La vente de la bière et du vin, liqueurs alcooliques et spiritueux, seulement après s'être conformé aux lois et règlements provinciaux et municipaux, en rapport avec ceux), sous le nom de "Yucca Café Ltée", avec un capital total de \$10,000.00, divisé en 100 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le seizième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,

14422-o

L. DESILETS.

To assist all the members in becoming acquainted with the laws and the Constitution of Canada; to help them to secure their Canadian naturalization papers and teach them how to fulfill their duties towards Canada, and enjoy their rights as Canadian citizens;

To maintain national Ukrainian culture; create and spread the spirit of brotherhood and mutual assistance in times of trouble, sickness or death; to work in the interest of the people of Ukrainian nationality, and give particular attention to their welfare and to the development of the youth of Ukrainian origin, under the name of "Ukrainian National Federation of Quebec".

The powers mentioned in one or the other of the foregoing paragraphs shall in no way infer that the corporation is authorized to organize or permit the organization or playing of games for money, gambling or games of chance or combined games of chance and skill in the premises occupied by the club or in their dependencies.

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is \$150,000.

The head office of the corporation will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of October, 1945.

L. DESILETS,

Deputy Attorney General.

"Yucca Cafe Ltée"

Notice is hereby given that Under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of October, 1945, incorporating: Dame Yvette Duchesneau, wife separate as to property by marriage contract of Roland Thibault, trader, and Victor Lefebvre, Fernand Roy, butchers, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the wholesale and retail business of restaurant, café, tavern, refreshment and candy booth, and dealer in reviews, journals and other printed matter, and to buy, sell, import, export and deal generally in foodstuffs of all kinds, soups, meat, cakes, candies, delicacies, fruit, vegetables, magazines, newspapers, chewing gum, cigars, cigarettes, tobacco, soft drinks and other beverages, beer, wine, alcoholic liquor and spirits of all sorts. (The sale of beer, wine and... alcoholic liquor and spirits only on compliance with the provincial and municipal laws and regulations respecting the same), under the name of "Yucca Café Ltée", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be in the city of Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of October, 1945.

L. DESILETS,

Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

"Angel Frocks Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies

Supplementary Letters Patent

"Angel Frocks Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary

de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-sixième jour d'octobre 1945, à la compagnie "Angel Frocks Inc.", ratifiant le règlement N° 23 de ladite compagnie, augmentant son capital-actions de \$10,000 à \$30,000, par la création de 200 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-sixième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11423 L. DESILETS.

"Compagnie de Prêts de Sherbrooke Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, Statuts refondus de Québec, 1941, des lettres patentes supplémentaires, en date du sixième jour d'octobre 1945, à "La Cie Mutuelle d'Immeubles des Cantons de l'Est", constituée en corporation par lettres patentes en date du 3 mai 1912, 1° changeant son nom en celui de: "Compagnie de Prêts de Sherbrooke Limitée"; 2° augmentant son capital de \$49,000.00 à \$100,000.00, par la création de 5100 actions d'une valeur au pair de \$10.00 chacune; 3° augmentant les pouvoirs de la compagnie de façon qu'elle jouisse des pouvoirs additionnels suivants:

Quelle soit autorisée à échanger les certificats actuels détenus par des sociétaires, en actions ordinaires;

Quelle soit autorisée à recevoir de l'argent du public ou des sociétaires, et à émettre des certificats sur la réception de telles sommes d'argent, lesquelles sommes d'argent ainsi collectées devront être constituées en capital coopératif qui sera tenu dans un compte séparé, et la compagnie aura le droit de charger pour les frais d'administration des dits fonds coopératifs;

Quelle soit autorisée à émettre des certificats pour des obligations garanties par hypothèques pour la compagnie prendra ne son nom, avec le pouvoir de diviser les dites obligations entre plusieurs personnes.

Daté du bureau du procureur général, ce sixième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11424-o L. DESILETS.

"Garage Lavigne Inc."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du onze octobre 1945, changeant le nom de la compagnie "Garage Charron & Lavigne Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 21 juin 1944, en celui de "Garage Lavigne Inc."

Daté du bureau du procureur général, le onze octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11425 L. DESILETS.

"Laing's Inn Inc."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'ar-

letters patent, bearing date the twenty-sixth day of October, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Angle Frocks Inc.", ratifying By-Law No. 23 of the said company increasing its capital stock from \$10,000.00 to \$30,000.00, by the creation of 200 additional common shares of a par value of \$100.00 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of October, 1945.

L. DESILETS,
11423-o Deputy Attorney General.

"Compagnie de Prêts de Sherbrooke Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the sixth day of October, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, to "La Cie Mutuelle d'Immeubles des Cantons de l'Est", incorporated by letters patent bearing date the 3rd of May, 1912, 1. changing its name to that of "Compagnie de Prêts de Sherbrooke Limitée"; 2. increasing its capital stock from \$49,000 to \$100,000, by the creation of 5100 shares of a par value of \$10 each; 3. increasing the powers of the company in such manner that it may enjoy the following additional powers:

That it may be authorized to exchange for common shares, the certificates actually held by the members;

That it be authorized to receive money from the public or from the members, and to issue certificates upon the receiving of such sums of money, said sums of money, so collected, to be constituted into a cooperative capital stock, which shall be kept in a separate account, and the company shall be entitled to charge for the administration expenses of the said cooperative funds;

That it be authorized to issue certificates for bonds guaranteed by hypothec, which the company may take in its own name, with power to divide the said bonds among several persons.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of October, 1945.

L. DESILETS,
11424 Deputy Attorney General.

"Garage Lavigne Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the eleventh day of October, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Garage Charron & Lavigne Inc.", incorporated by letters patent dated June 21st, 1944, to that of: "Garage Lavigne Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of October, 1945.

L. DESILETS,
11425-o Deputy Attorney General.

"Laing's Inn Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the fourth day of October, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented

ticle 2, chapitre 276, Statuts refondus de Québec 1941, des lettres patentes supplémentaires en date du quatre octobre 1945, changeant le nom de la compagnie "Hillcrest Lodge Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du sept juin 1945, en celui de "Laing's Inn Inc."

Daté du bureau du procureur général, le quatre octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11426 L. DESILETS.

"La Rose-Boutour Mines Limited"
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, Statuts refondus de Québec, 1941, des lettres patentes supplémentaires en date du onze octobre 1945, à la compagnie "La Rose-Boutour Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), ratifiant le règlement de ladite compagnie augmentant son capital-actions de \$20,000 à \$45,000 par la création de 25,000 actions ordinaires additionnelles de la valeur au pair de \$1 chacune.

Daté du bureau du procureur général, le onze octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11427 L. DESILETS.

"L'Edifice Laval Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-cinquième jour d'octobre 1945, à la compagnie "L'Edifice Laval Limitée", ratifiant le règlement de cette compagnie augmentant son capital de \$20,000.00 à \$69,000.00 par la création de 4900 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$10.00 chacune.

Daté du bureau du Procureur Général, ce vingt-cinquième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11428-o L. DESILETS.

"Les Industries Provinciales Limitée"
"Provincial Industries Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, Statuts refondus de Québec, 1941, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-troisième jour d'octobre 1945, changeant le nom de la compagnie "Les Industries Provinciales Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 14 mars 1945, en celui de: "Les Industries Provinciales Limitée"—"Provincial Industries Limited".

Daté du bureau du procureur général, le vingt-troisième jour d'octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11429-o L. DESILETS.

"Pan-America Banana Producers Association Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du onze octo-

by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 276, Quebec Revised Statutes, 1941, changing the name of the company "Hillcrest Lodge Inc.", incorporated by letters patent dated June 7th, 1945, into that of: "Laing's Inn Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of October, 1945.

L. DESILETS,
11426-o Deputy Attorney General.

"La Rose-Boutour Mines Limited"
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the eleventh day of October, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 276, Quebec Revised Statutes, 1941, to the company "La Rose-Boutour Mines Limited" (No Personal Liability), ratifying the by-law of the said company increasing its capital stock from \$20,000.00 to \$45,000.00 by the creation of 25,000 additional common shares of the par value of \$1.00 each.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of October, 1945.

L. DESILETS,
11427-o Deputy Attorney General.

"L'Edifice Laval Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the twenty-fifth day of October, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "L'Edifice Laval Limitée", ratifying a by-law of this company increasing its capital stock from \$20,000 to \$69,000, by the creation of 4900 additional common shares of \$10 each. par value.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of October, 1945.

L. DESILETS,
11428 Deputy Attorney General.

"Les Industries Provinciales Limitée"
"Provincial Industries Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the twenty-third day of October, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, changing the name of the company "Les Industries Provinciales Limitée", incorporated by letters patent bearing date March 14th, 1945, to that of "Les Industries Provinciales Limitée"—"Provincial Industries Limited".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1945.

L. DESILETS,
11429 Deputy Attorney General.

"Pan-America Banana Producers Association Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the eleventh day of October, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the com-

bre 1945, à la compagnie "Pan-America Banana Producers Association Limited", ratifiant son règlement numéro 38 1° subdivisant les 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$50 chacune, qui formaient une partie de son capital-actions, en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune; 2° augmentant son dit capital-actions de \$300,000 à \$330,000, par la création de 30,000 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$1 l'action.

Daté du bureau du procureur général, le onze octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11430 L. DÉSILETS.

"Stanley Bagg Corporation"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du deuxième jour de novembre 1945, à la compagnie "Stanley Bagg Corporation", ratifiant son règlement N° XVIII, diminuant le capital-actions de la compagnie de \$2,600,000 à \$1,690,000 en réduisant la valeur au pair de chacune des 26,000 actions en cours de \$100 par action à \$65 par action en remboursant la différence aux actionnaires au montant de \$35 par action, et en éteignant toute dette relativement au capital ainsi remboursé aux actionnaires.

Daté du bureau du procureur général, ce deuxième jour de novembre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11431 L. DÉSILETS.

"The Canadian Fur Investments Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du onze octobre 1945, à la compagnie "Canadian Fur Auction Sales Company, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 27 décembre 1919, ratifiant 1° son règlement spécial numéro 24, étendant ses pouvoirs de manière à y inclure celui de faire les affaires d'une compagnie de placements; 2° le règlement spécial numéro 25 de ladite compagnie changeant son nom de "Canadian Fur Auction Sales Company, Limited" en celui de "The Canadian Fur Investments Limited".

Daté du bureau du procureur général, le onze octobre 1945.

L'Assistant-procureur général,
11432 L. DÉSILETS.

Action en séparation de biens

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 234057. Dame Zélia Martel, épouse commune en biens de Georges Gauthier, chauffeur de taxis, des Cité et District de Montréal, demanderesse, vs Georges Gauthier, chauffeur de taxis, des Cité et District de Montréal, défendeur et Téléphore Brassard, des Cité et District de Montréal, en sa qualité de Régistrateur de la Division d'Enregistrement de Montréal, mis-en-cause.

Une action en séparation de biens a été instituée dans cette cause.

Montréal, 13 novembre, 1945.

Le Procureur de la demanderesse,
11446-o A. H. TANNER.

pany "Pan-America Banana Producers Association Limited", ratifying its By-Law No. 38, 1. subdividing the 400 common shares with a par value of \$50.00 each, which were forming part of its capital stock, into 20,000 common shares of a par value of \$1.00 each; 2. increasing its said capital stock from \$300,000.00 to \$330,000.00, by the creation of 30,000 additional common shares of a par value of \$1.00 per share.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of October, 1945.

L. DÉSILETS,
11430-o Deputy Attorney General.

"Stanley Bagg Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the second day of November, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Stanley Bagg Corporation" ratifying its By-Law No. XVIII reducing the share capital of the company from \$2,600,000. to \$1,690,000., by reducing the par value of each of the 26,000 outstanding shares from \$100.00 per share to \$65.00 per share, by paying back to the shareholders the difference, amounting to \$35.00 per share, and extinguishing all liability in respect of the capital so repaid to the shareholders.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of November, 1945.

L. DÉSILETS,
11431-o Deputy Attorney General.

"The Canadian Fur Investments Limited"

Not ce hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the eleventh day of October, 1945, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Canadian Fur Auction Sales Company Limited", incorporated by letters patent dated December 27th, 1919, ratifying 1. its Special By-Law No. 24 extending its powers so as to include within same the power to carry on the business of an investment company; 2. Special By-Law No. 25 of the said company changing its name from "Canadian Fur Auction Sales Company, Limited" to that of: "The Canadian Fur Investments Limited".

Dated at the office of the Attorney General, the eleventh day of October, 1945.

L. DÉSILETS,
11432-o Deputy Attorney General.

Action for separation as to property

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 234057. Dame Zélia Martel, wife common as to property of Georges Gauthier, taxi driver, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs Georges Gauthier, taxi driver, of the city and district of Montreal, defendant; and Téléphore Brassard, of the city and District of Montreal, in his quality of Registrar of the Registration Division of Montreal, Mis-en-cause.

An action for separation as to property has been instituted in this case.

Montreal, November 13th, 1945.

A. H. TANNER,
11446 Attorney for plaintiff.

Avis divers

Avis est par les présentes donné que l'Honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire Desjardins de Sainte-Bernadette de Hull", en date du 17 septembre 1945, dont le siège social est à Hull, comté de Hull, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 15 octobre 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
11433-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'Honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire Desjardins de St-Boniface de Shawinigan", en date du 10 septembre 1945, dont le siège social est à St-Boniface, comté de St-Maurice, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 24 octobre 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
11434-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'Honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire Desjardins de St-Césaire", en date du 25 septembre 1945, dont le siège social est à St-Césaire, comté de Rouville, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétariat de la Province, le 31 octobre 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
11435-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'Honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire Desjardins de St-Germain, Kamouraska", en date du 7 octobre 1945, dont le siège social est à St-Germain, comté de Kamouraska, et que ce document a été déposé dans les archives de Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 12 octobre 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
11436-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'Honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Coopératif des Arts Paysans", en date du 21 septembre 1945, dont le siège social est à Notre-Dame d'Hébertville, comté Lac St-Jean, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 15 octobre 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
11437-o JEAN BRUCHÉSI.

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire Desjardins de Sainte-Bernadette de Hull", under date the seventeenth day of September, 1945, whereof the head office is at Hull, county of Hull, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of October, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
11433 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire Desjardins de St-Boniface de Shawinigan", under date the tenth day of September, 1945, whereof the head office is at St-Boniface, county of St-Maurice, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-fourth day of October, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
11434 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire Desjardins de St-Césaire" under date the 25th day of September, 1945, whereof the head office is at St-Césaire, county of Rouville, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st of October, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
11435 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire Desjardins de St-Germain, Kamouraska", under date the seventh day of October, 1945, whereof the head office is at St-Germain, county of Kamouraska, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of October, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
11436 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Coopératif des Arts Paysans" under date the 21st day of September, 1945, whereof the head office is at Notre-Dame d'Hébertville, county of Lake St. John, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th of October, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
11437 Under Secretary of the Province.

LAKE MACDONALD LODGE INCORPORATED

Règlement N° 60

Un règlement pour augmenter le nombre des directeurs.

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété que le règlement N° 19 de la compagnie soit et il est, par les présentes, amendé en y rayant les mots "un bureau de direction de cinq directeurs aura l'administration du commerce et des affaires de la compagnie" et en y substituant "un bureau de direction de neuf directeurs aura l'administration du commerce et des affaires de la compagnie."

Daté à Montréal, ce trente et unième jour d'octobre 1945.

Le Secrétaire,
11452 GERALD A. MCTEIGUE.

LAKE MACDONALD LODGE INCORPORATED

By-Law No. 60

Being a By-law to increase the number of Directors.

Be it Enacted and it is hereby enacted that By-law No. 19 of the Company be and it is hereby amended by striking out therefrom the words "a Board of five Directors shall have the management of the business and affairs of the Company" and substituting therefor "a Board of nine Directors shall have the management of the business and affairs of the Company."

Dated at Montreal, this thirty-first day of October, 1945.

GERALD A. MCTEIGUE,
11452-o Secretary.

Avis est par les présentes donné que les Caisses suivantes:

la Caisse populaire Notre Dame du T. St-Sacrement
la Caisse populaire de Saint-Eustache
la Caisse populaire de Ste-Cécile de Montréal
la Caisse populaire Saint-Enfant-Jésus
la Caisse populaire de Saint-Alphonse d'Youville
la Caisse populaire de l'Immaculée-Conception
la Caisse populaire de Saint-Hermas
la Caisse populaire de Sainte-Scholastique

se sont unies le treize novembre 1945 sous forme de fédération portant nom de "Fédération de Montréal des Caisses Desjardins", avec siège social à Montréal, conformément aux dispositions de l'article 49 de la Loi des Syndicats Coopératifs de Québec, S.R.Q. 1941, C.290.

Montréal, ce 14 novembre 1945.

Le Secrétaire intérimaire,
11451-o ARMAND GIGUÈRE,

Notice is hereby given that the following "Caisses":

Caisse populaire Notre-Dame du T. St-Sacrement
Caisse populaire de Saint-Eustache
Caisse populaire de Ste-Cécile de Montréal
Caisse populaire Saint-Enfant-Jésus
Caisse populaire de Saint-Alphonse d'Youville
Caisse populaire de l'Immaculée-Conception
Caisse populaire de Saint-Hermas
Caisse populaire de Sainte-Scholastique

were united on the thirteenth of November, 1945, under the form of a federation bearing the name of "Fédération de Montréal des Caisses Desjardins", with head office at Montreal, in conformity with the provisions of section 49 of the Quebec Cooperative Syndicates Act, R.S.Q., 1941, chap. 290.

Montreal, November, 14th, 1945.

ARMAND GIGUÈRE,
11451 Acting Secretary.

Chartes — Abandons de

WESTMOUNT DEVELOPMENT COMPANY

Avis est par les présentes donné que Westmount Development Company, une compagnie constituée par lettres patentes émises le 4 mai, 1927 en vertu de la Loi des compagnies de Québec demandera la permission au procureur général et aux ministres des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'abandonner sa charte.

Montréal, le 10 novembre, 1945.

Le Procureur de la requérante,
11439-o JAMES E. MULLALLY.

Charters — Surrenders of

WESTMOUNT DEVELOPMENT COMPANY

Notice is hereby given that Westmount Development Company incorporated May 4, 1927 by Letters Patent under the Quebec Companies' Act shall apply to the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce for leave to surrender its charter.

Montreal, November 10, 1945.

JAMES E. MULLALLY,
11439-o Attorney for Applicant.

WEST END DEVELOPMENT COMPANY

Avis est par les présentes donné que West End Development Company, une compagnie constituée par lettres patentes émises le 9 décembre, 1927, en vertu de la Loi des compagnies de Québec demandera la permission au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'abandonner sa charte.

Montréal, le 10 novembre 1945.

Le Procureur de la requérante,
11438-o JAMES E. MULLALLY.

WEST END DEVELOPMENT COMPANY

Notice is hereby given that West End Development Company incorporated December 9, 1927, by Letters Patent under the Quebec Companies' Act shall apply to the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce for leave to surrender its charter.

Montreal, November 10, 1945.

JAMES E. MULLALLY,
11438-o Attorney for Applicant.

Avis divers

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu un des triplicata de la déclaration de fondation de la "Coopérative d'électricité de Canton de Magog", en date du 6 novembre 1945, dont le siège social est situé à Magog, comté de Stanstead, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétariat de la Province, le 14 novembre 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
11459-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu un des triplicata de la déclaration de fondation de la "Coopérative d'Electricité de Disraëli", en date du 5 novembre 1945, dont le siège social est situé à Disraëli, comté de Wolfe, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétariat de la Province, le 14 novembre 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
11460-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu un des triplicata de la déclaration de fondation de la "Coopérative d'Electricité de Nouvelle" en date du 21 octobre 1945, dont le siège social est situé à St-Jean l'Évangéliste, comté de Bonaventure, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétariat de la Province, le 14 novembre 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
11461-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu un des triplicata de la déclaration de fondation de la "Coopérative d'Electricité de Papineau-Ouest", en date du 30 octobre 1945, dont le siège social est situé à N.-D. de la Salette, Qué., dans le comté de Papineau, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétariat de la Province, le 14 novembre 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
11462-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu un des triplicata de la déclaration de fondation de la "Coopérative Régionale d'Electricité des Sept Chutes", en date du 21 octobre 1945, dont le siège social est situé à Ste-Emélie de l'Énergie, comté de Joliette, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétariat de la Province, le 14 novembre 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
11463-o JEAN BRUCHÉSI.

Miscellaneous Notice

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received one of the triplicates of the declaration of foundation of the "Coopérative d'Electricité de Canton de Magog", under date the sixth day of November, 1945, whereof the head office is at Magog, county of Stanstead, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of November, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
11459 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received one of the triplicates of the declaration of foundation of the "Coopérative d'Electricité de Disraëli" under date the 5th day of November, 1945, whereof the head office is at Disraëli, in the county of Wolfe, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th of November, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
11460 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received one of the triplicates of the declaration of foundation of the "Coopérative d'Electricité de Nouvelle" under date the 21st day of October, 1945, whereof the head office is at St-Jean l'Évangéliste, county of Bonaventure, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th of November, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
11461 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received one of the triplicates of the declaration of foundation of the "Coopérative d'Electricité de Papineau-Ouest" under date the 30th day of October, 1945, whereof the head office is at N.-D. de la Salette, Que., in the county of Papineau, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th of November, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
11462 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received one of the triplicates of the declaration of foundation of the "Coopérative Régionale d'Electricité des Sept Chutes" under date the 21st day of October, 1945, whereof the head office is at Ste-Emélie de l'Énergie, county of Joliette, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th of November, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
11463 Under Secretary of the Province.

COMPAGNIE FRANCE FILM

Règlement N° XIX

ATTENDU que le conseil d'administration de la Compagnie est actuellement composé de sept membres, lesquels ont délégué à un comité exécutif tous les pouvoirs dont la délégation leur est permise par la loi; et

ATTENDU qu'il sera plus avantageux, pour la Compagnie de réduire le nombre de ses directeurs et d'abolir le comité exécutif.

QU'IL SOIT et il est par les présentes décrété comme règlement de la Compagnie comme suit:
1° Le paragraphe 1 du règlement III des règlements de la Compagnie est abrogé et remplacé par le suivant:

"1. *Nombre.*—Les affaires de la Compagnie seront administrées par un conseil d'administration composé de cinq membres."

2° Le règlement n° V des règlements de la Compagnie, autorisant le conseil d'administration d'élire un comité exécutif et lui déléguer ses pouvoirs, est par les présentes abrogé.

Décrité par les directeurs le 9ième jour de novembre 1945.

Le Président,

A. JANIN.

Le Secrétaire-trésorier,

MAURICE TRUDEAU.

Je soussigné, secrétaire-trésorier de "Compagnie France Film" certifie, par les présentes, que le précédent est une copie conforme et exacte du règlement n° XIX décrété par le bureau de direction de ladite Compagnie dûment convoqué en assemblée tenue en la cité de Montréal, le 9ième jour de novembre 1945, et unanimement ratifié, confirmé, sanctionné et approuvé par le vote d'au moins les deux tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale des actionnaires de ladite compagnie dûment convoquée pour considérer ledit règlement et tenue en la dite cité de Montréal, le 14 novembre 1945.

Montréal, le 14 novembre 1945.

Le Secrétaire-trésorier,

MAURICE TRUDEAU.

11467-o
(Scellé)

COMPAGNIE FRANCE FILM

By-law No. XIX

WHEREAS the Board of Directors of the Company is presently composed of seven members, who, in turn, have delegated to an executive committee all the powers which they were in law authorized to delegate; and

WHEREAS it would be more advantageous to the Company to reduce the number of its directors and to abolish the executive committee.

NOW THEREFORE be it and it is hereby enacted as a by-law of the Company as follows:

1. Paragraph 1 of By-law No. III of the by-laws of the Company is repealed and replaced by the following:

"1. — *Number.*—The affairs of the Company will be administered by a board of directors composed of five members."

2° By-law No. V of the by-laws of the Company, authorizing the Board of Directors to elect an executive committee and delegate powers to the latter, is by these presents repealed.

Enacted by the Board of Directors on the 9th day of November, 1945.

A. JANIN,

Président,

MAURICE TRUDEAU,

Secrétaire-trésorier.

I, the undersigned, Secretary-treasurer of "Compagnie France Film" do hereby certify the foregoing to be a true and correct copy of By-law No. XIX enacted by the Board of Directors of the said company duly called in a meeting held at the City of Montreal, on the 9th day of November, 1945, and unanimously ratified, confirmed, sanctioned and approved by the vote of at least two-thirds in value of the shares represented by the shareholders present at a special general meeting of the shareholders of the said company duly called for considering the said By-law and held at the said City of Montreal on the 14th day of November, 1945.

Montréal, November 14th, 1945.

MAURICE TRUDEAU,

Secretary-treasurer.

11467-o
(Seal)

Demande à la Législature

Prenez avis que Joseph Chrzaszcz, mécanicien, des cité et district de Montréal, et Carolina Chrzaszcz, épouse de Alvin Gordon Hale, des cité et district de Montréal, et Stéphanie Frances Chrzaszcz, célibataire, dactylographe, des cité et district de Montréal, et Frank Chrzaszcz, des cité et district de Montréal, présentement en service avec l'armée canadienne outre-mer, et Henry Chrzaszcz, des cité et district de Montréal, présentement en service avec le Corps d'Aviation Royal Canadien, et Edward Chrzaszcz, des cité et district de Montréal, présentement en service avec l'armée canadienne outre-mer, et John Walker Chrzaszcz, technicien, des cité et district de Montréal, d'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi autorisant le changement de leur nom en celui de Joseph Cross, Carolina Cross, Stéphanie Frances Cross, Frank Cross, Henry Cross, Edward Cross et John Walter Cross respectivement.

Daté en la cité de Montréal, en la province de Québec, ce dix-septième jour d'octobre 1945.

Les Procureurs des requérants,

HOWARD S. ROSS,

11219-43-4 57 ouest, rue St-Jacques, Montréal.

Application to Legislature

Take notice that Joseph Chrzaszcz, mechanic of the City and District of Montreal, and Carolina Chrzaszcz, wife of Alvin Gordon Hale, of the City and District of Montreal, and Stephanie Frances Chrzaszcz, spinster, typist, of the City and District of Montreal, and Frank Chrzaszcz, of the City and District of Montreal, presently serving with the Canadian Army Overseas, and Henri Chrzaszcz, of the City and District of Montreal, presently serving with the Royal Canadian Air Force, and Edward Chrzaszcz, of the City and District of Montreal, presently serving with the Canadian Army Overseas, and John Walter Chrzaszcz, technician, of the City and District of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an Act authorizing the changing of their names to Joseph Cross, Carolina Cross, Stephanie Frances Cross, Frank Cross, Henry Cross, Edward Cross and John Walter Cross, respectively.

Dated at the city of Montréal, in the Province of Quebec, this eighteenth day of October, 1945.

HOWARD S. ROSS,

Attorney for Petitioners,

11219-43-4-o 57, St. James St. West, Montreal.

Département de l'Agriculture
Industrie laitière

Department of Agriculture
Dairy Industry

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Ordonnance N° 45-Sp.-V

Order No. 45-Sp.-V.

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 7 novembre 1945, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr Emile Nadeau, président, Jules Côté, Gilbert MacMillan, commissaires et Alphonse Savoie, secrétaire.

Attendu que la loi des produits laitiers donne à la Commission de l'Industrie laitière le pouvoir de surveiller, contrôler et de réglementer le transport du lait et de la crème;

Considérant qu'il est dans l'intérêt de l'industrie laitière dans les régions de Québec et Lévis que le transport du lait et de la crème par camion soit fait par des camionneurs indépendants des fabriques ou des marchands de lait;

Cette commission décrète:

1. La présente ordonnance ne s'applique qu'aux régions de Québec et Lévis.

2. La région de Québec comprend la cité de Québec, les municipalités de villes de Québec-ouest, Beauport, Château d'Eau et Courville. Les municipalités de paroisses Sillery, Ste-Foy, St-Gérard-Magella, Beauport, Notre-Dame des Laurentides et St-Félix de Cap Rouge. Les municipalités de villages de Beauport-est, Charlesbourg, Giffard, Loretteville, St-Grégoire de Montmorency et St-Jean de Boischatel.

3. La région de Lévis comprend la cité de Lévis et la ville de Lauzon.

4. Il est interdit à toute fabrique et à tout marchand de lait de faire eux-mêmes, directement ou indirectement, le transport par camion du lait et de la crème de la ferme du fournisseur-producteur à leur usine de pasteurisation ou à tout autre établissement.

5. Le transport du lait et de la crème pour fins de consommation à l'état nature ne peut être fait que par des camionneurs indépendants de toute fabrique ou de tout marchand de lait et dont ils ne sont, directement ou indirectement, ni les employés ni les associés.

6. Il est interdit à un camionneur de donner, céder, livrer ou transporter à une fabrique ou à un marchand de lait, directement ou indirectement, sous quelque prétexte que ce soit, une partie des argents qu'ils reçoivent des producteurs-fournisseurs pour le transport de leur lait ou de leur crème. Toute infraction à ce règlement de la part d'un camionneur entraînera la révocation de son permis.

7. Les articles 4, 5 et 6 ci-dessus ne s'appliquent pas au transport du lait par chemin de fer et conséquemment n'empêchent pas les compagnies de chemins de fer et les marchands de lait de faire entre eux les conventions jugées nécessaires pour le transport du lait de la gare à l'usine de pasteurisation; pourvu toutefois que ces conventions n'aient pas pour résultat de diminuer directement ou indirectement le prix que doivent payer les marchands de lait à leurs fournisseurs-producteurs.

8. Toute infraction à ce règlement sera passible des peines édictées par l'article 29 de la loi des produits laitiers, chapitre 126, S.R. 1941.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Thursday, November 8th, 1945, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr. Emile Nadeau, President, Jules Côté and Gilbert MacMillan, Commissioners, Alphonse Savoie, secretary.

Whereas the Dairy Products Act gives the Dairy Industry Commission the power to supervise, control and regulate the transportation of milk and cream;

Considering that it is of the interest of the dairy industry within the regions of Quebec and Lévis that the transportation of milk and cream be effected only by haulers independent of factories or milk dealers;

It is enacted as follows:

1. The present order applies only to the regions of Quebec and Lévis.

2. The region of Québec includes the city of Québec, the municipalities of towns of Québec-west, Beauport, Château d'Eau and Courville. The municipalities of parish of Sillery, Ste-Foy, St-Gérard-Magella, Beauport, Notre-Dame des Laurentides and St-Félix de Cap Rouge. The municipalities of village of Beauport-east, Charlesbourg, Giffard, Loretteville, St-Grégoire de Montmorency and St-Jean de Boischatel.

3. The region of Lévis includes the city of Lévis and the town of Lauzon.

4. It is forbidden to all factories or milk dealers to haul by truck, themselves, directly or indirectly, milk and cream from the farm of the producer-supplier to their pasteurizing plant or any other establishment.

5. The transportation of milk and cream to be consumed in the natural state can be effected only by haulers who are independent of any factory or milk dealer and who are not connected with them, directly or indirectly, as employees or associates.

6. It is forbidden for any hauler to give, cede, deliver or transport to a factory or a milk dealer, directly or indirectly, under any pretext whatsoever, a part of the monies he received from producer-suppliers for the transportation of their milk and cream. Any violation of this regulation by a hauler will cause his permit to be revoked.

7. The above articles 4, 5 and 6 do not apply to the transportation of milk by railroads and consequently do not prevent the railroad companies and milk dealers from entering into any agreement deemed necessary for the transportation of milk from the station to the pasteurizing plant; provided however that such agreements do not cause, directly or indirectly, a reduction in the prices to be paid by the milk dealers to their producer-suppliers.

8. Any person infringing this regulation is liable to the penalties mentioned in article 29 of the Dairy Products Act, R.S. 1941, chapter 126.

La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. Dr EMILE NADEAU, Président,
JULES COTÉ,

GILBERT MACMILLAN.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,

Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

11458-o

The present order will come into force on the day of its publication in the *Official Gazette of Quebec*.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. Dr. EMILE NADEAU, President,
JULES COTÉ,

GILBERT MACMILLAN.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,

The Secretary, Dairy
Industry Commission.

11458-o

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de la Longue Pointe division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 331-2 à 331-7, 331-11 à 331-16, et une partie des lots 331-1, 331-8, 331-9 et 331-10 sont annulés conformément aux dispositions de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 3 novembre 1945.

Service du Cadastre,
Ministère des Terres et Forêts
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

11443-o

NOTICE

Official cadastre of the Parish of Longue Pointe
Registration Division of Hochelaga

Notice is hereby given that lots 331-2 to 331-7, 331-11 to 331-16 and part of lots 331-1, 331-8, 331-9 and 331-10 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, November the 3rd, 1945.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
OVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

11443-o

Département du Travail

Department of Labour

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941 chap. 163 et amendements), il a reçu une requête de monsieur Oscar Larochelle, entrepreneur-électricien, 1095 Montcalm, Trois-Rivières; monsieur Gouneau désire être accepté comme partie co-contractante du côté patronal à la convention collective de travail relative aux métiers du bâtiment dans le district des Trois-Rivières, ratifiée par le décret numéro 1658 du 19 avril 1940 et amendements.

Durant les trente jours à compter de la publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections qui peuvent être formulées par les intéressés contre l'approbation de cette requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,

Québec, ce 17 novembre 1945.

11455-o

ERRATUM

La version anglaise de l'Arrêté en Conseil numéro 4222, du 4 octobre 1945, publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 13 octobre 1945, est corrigée de la façon suivante:

Les mots "until October 9th, 1945." apparaissant à la fin dudit arrêté, sont remplacés par les mots "until October 9th, 1946."

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,

Québec, ce 17 novembre, 1945.

11456-o

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that, pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act, (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), he has received a request from Mr. Oscar Larochelle, contractor-electrician, 1095, Montcalm, Three Rivers; Mr. Gouneau desires to be accepted as co-contracting party, on the employers side, to the collective labour agreement relating to the building trades in the Three Rivers District, ratified by Decree number 1658 of the 19th of April 1940 and amendments.

During the thirty days following the publication of this notice the Honourable Minister of Labour shall receive objections which may be made by the interested parties against the approval of the present request.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, November, 17th, 1945.

11455-o

ERRATUM

The English version of Order in Council number 4222, of October 4th, 1945, published in the *Quebec Official Gazette* of October 13, 1945, is corrected as follows:

The words "until October 9th, 1945." mentioned at the end of the said Order, are replaced by the words "until October 9th, 1946."

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, November 17th, 1945.

11456-o

AVIS

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail donne avis par les présentes qu'une requête lui a été présentée par les parties contractantes ci-après mentionnées, à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

La Section des Directeurs de Funérailles du district de Montréal de l'Association des Marchands détaillants du Canada,

Et, D'AUTRE PART:

Le Syndicat des employés de Pompes funèbres de Montréal inc., pour les employeurs et les salariés des métiers et occupations visés suivant les conditions ci-après décrites.

I.—*Définitions*:— Aux fins d'application du décret, les termes suivants auront la signification qui leur est ci-après donnée:

a.— Le terme "directeur de funérailles" désigne toute personne qui exploite, sous son propre nom ou sous celui d'un autre personne, société ou compagnie, une entreprise de pompes funèbres ou une partie ou section de cette entreprise, tel que l'embaumement, la location de chambres mortuaires, et de façon générale, qui s'occupe d'une ou des activités connexes à une entreprise de pompes funèbres.

b.— Le terme "embaumeur" désigne tout employé préposé à la conservation hygiénique des corps par quelque procédé que ce soit, à l'ensevelissement des corps dans les cercueils, etc., à leur exposition dans les chambres mortuaires, et qui, d'une façon générale, exécute tout ouvrage exigé de l'homme de service, à l'exclusion du lavage et du graissage des voitures.

c.— Le terme "mécanicien" désigne tout employé préposé à la réparation des automobiles, ambulances, camions et exerçant les fonctions de l'homme du métier de l'industrie automobile en plus de tout ouvrage général exigé de l'homme de service.

d.— Le terme "homme de service" désigne tout employé préposé à la décoration et à la dégarniture des chambres mortuaires, au transport des corps, et à l'exécution de tout travail général requis par son employeur. L'homme de service, sans limiter d'une façon quelconque ses attributions, conduit les corbillards, les fourgons, les automobiles affectées au transport de la clientèle, les ambulances ou autres véhicules nécessaires au fonctionnement d'une entreprise de pompes funèbres; il voit également à l'entretien desdits véhicules (lavage, graissage, cirage, etc.) mais il n'exerce pas les fonctions de l'homme de métier dans l'industrie automobile comme celle du mécanicien, de l'électricien, du débosseur, du peintre. Ce terme désigne aussi tout salarié, commis à la comptabilité, à la tenue des livres et aux écritures.

e.— Le terme "étudiant" désigne toute personne qui étudie chez un directeur de funérailles, l'art de l'embaumement. L'étudiant fait partie du personnel régulier de l'entreprise comme homme de service. La période d'apprentissage est de deux (2) ans. Un embaumeur ne peut avoir qu'un seul étudiant à son emploi.

II.—*Juridiction territoriale et professionnelle*:— a.— Le décret s'appliquera à tous les directeurs de funérailles et embaumeurs et aux salariés à leur emploi, dans les cités et villes situées dans

NOTICE

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honorable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that a petition has been presented to him by the contracting parties hereinafter mentioned to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"La Section des Directeurs de Funérailles du district de Montréal de l'Association des Marchands détaillants du Canada",

And, ON THE OTHER PART:

"Le Syndicat des employés de pompes funèbres de Montréal inc.", for the employers and the employees of the trades and occupations concerned, according to the following conditions

I.—*Definitions*:— For the purpose of enforcement of the decree, the following terms shall have the hereinafter significance:

a.— The term "funeral-director" designates any person exploiting under his own name, or that of another person, of a partnership or a company a funeral concern or part or section thereof, such as embalming, rental of funeral parlors and, in general, engaged in operations pertaining to a funeral concern.

b.— The word "embalmer" designates any employee whose task is to keep corpses in a hygienic condition, by what process soever, lay them in state in a funeral parlor, put them into graves and perform any work requested from the service, with the exception of vehicle or car washing or greasing.

c.— The word "mechanic" designates any person whose task is to repair the automobiles, ambulances, trucks and to perform the work of an automobile worker and of a service man.

d.— The term "service man" designates any person whose task is to decorate or untrim funeral parlors, carry bodies and perform general work designated by the employer. Not limiting his functions in any way, he also drives the hearse, van or any automobile used for the transportation of customers and any other vehicle needed by such a concern; he also assumes the care of the said vehicles and does the washing, greasing, polishing, etc., but he does not perform the work of automobile workers, namely that of the mechanic, the electrician, the body worker, the painter. This term also designates any employee performing clerical work in book-keeping and accounting.

e.— The word "student" designates any person learning the trade of embalming in a funeral director's establishment. The student shall be considered as a service man of the concern. The apprenticeship period shall consist of two (2) years. An embalmer shall be allowed one student only.

II.—*Territorial and professional jurisdiction*:— a.— The decree shall apply to all funeral directors and embalmers and their employees in cities and towns situated in the Islands of

l'Ile de Montréal et l'Ile Jésus et dans un rayon de dix (10) milles autour de l'Ile de Montréal.

b.— Il s'appliquera également à tout autre directeur de funérailles qui vient de l'extérieur faire affaires dans les limites de la présente juridiction territoriale, soit occasionnellement ou soit régulièrement.

c.— Toutefois, ne sera pas assujéti au présent décret le directeur de funérailles de l'extérieur:

i.— venant conduire dans la juridiction territoriale quelqu'un étant décédé à l'extérieur;

ii.— venant chercher quelqu'un décédé dans la juridiction territoriale pour l'inhumer à l'extérieur.

III.— *Heures de travail:*— a.— La durée régulière de la semaine de travail est de soixante-six (66) heures, pour six jours de travail. Chaque maison devra déterminer les soixante-six (66) heures de travail hebdomadaire de ses employés et devra de plus, en faire la déclaration écrite au Comité Paritaire.

La durée journalière de travail sera de onze (11) heures consécutives.

b.— Tout travail supplémentaire après onze (11) heures consécutives doit être rémunéré au taux de temps et demi. Toutefois, un employé d'un salaire supérieur au taux fixé par le présent décret, doit recevoir, pour son travail supplémentaire, un salaire calculé au taux habituel plus 50% des taux minima fixés par ledit décret.

IV.— *Taux de salaires minima:*— a.— Les embaumeurs employés à la semaine seront payés un salaire minimum de trente sept (\$37.00) par semaine, et temps et demi après la onzième (11e) heure consécutive de travail.

b.— L'embaumeur ambulant recevra une rémunération de huit (\$8.00) dollars par embaumement, s'il ne fournit pas le fluide. Dans ce cas, l'embaumeur doit fournir les instruments et les cosmétiques.

c.— L'homme de service sans expérience doit recevoir une rémunération de vingt dollars (\$20.00) par semaine pour les quatre (4) premières semaines de travail, et vingt-cinq dollars (\$25.00) par semaine pour les quarante-huit (48) semaines suivantes. Après un (1) an d'expérience chez l'un ou l'autre des Directeurs de funérailles assujéti au présent décret, le salaire de l'homme de service doit être de vingt-huit (\$28.00) dollars par semaine.

d.— Les employés surnuméraires doivent recevoir un salaire horaire de \$0.50 avec un minimum de deux (\$2.00) dollars par appel de trois heures ou moins.

e.— *Mécaniciens:*— Les mécaniciens doivent recevoir le salaire minimum suivant:

	de l'heure
Première classe	\$0.62
Deuxième classe	0.57
Troisième classe	0.47

f.— Le décret n'affectera en rien le salaire de l'employé recevant une rémunération plus élevée, lors de sa mise en vigueur.

V.— *Dispositions générales:*— a.— *Vacances:*— Après un (1) an de service, un employé a droit à sept (7) jours consécutifs de vacances payés.

b.— *Uniformes:*— Une compagnie ou un directeur de funérailles désirant le port d'un uniforme, doit fournir cet uniforme gratuitement.

c.— *Repos hebdomadaire:*— Tout employé a droit à un jour complet (24 heures) de repos chaque semaine.

d.— Les années d'expérience d'un employé chez l'un ou l'autre des directeurs de funérailles,

Montreal and Jesus and within a radius of 10 miles around the Island of Montreal.

b.— It shall also apply to any other funeral director from outside doing business within the limits of this territorial jurisdiction, whether occasionally or regularly.

c.— However, shall not be subject to the decree, the undertaker from outside.

i.— Taking into the territorial jurisdiction people deceased outside;

ii.— Bringing people deceased in the territorial jurisdiction for burial outside.

III.— *Working hours:*— a.— The regular weekly duration of labour shall be 66 hours for 6 days of work. Each funeral parlor shall determine the sixty-six (66) weekly working hours of its employees and moreover, shall deliver a written statement of same to the Parity Committee.

The daily duration of labour shall be eleven (11) consecutive hours.

b.— Any overtime work, in excess of 11 consecutive hours, shall be paid time and one half. However, the employee, receiving a higher remuneration than that fixed by this decree, shall be paid, for the overtime work he may perform, his usual rate plus 50% of the minimum rates established by the decree.

IV.— *Minimum Wage rates:*— a.— *Embalmers:*— If employed on a weekly basis, the embalmers shall be paid a minimum remuneration of thirty-seven dollars (\$37.00), and time and a half after the regular eleventh (11th) hours work.

b.— If not employed on a weekly basis, the embalmer shall be paid eight dollars (\$8.00) per embalming, and in this case, he shall supply instruments and cosmetics with the exception of fluid.

c.— *Servicemen:*— Unexperienced servicemen shall receive twenty dollars (\$20.00) per week for the first four weeks of labour and twenty-five dollars (\$25.00) per week for the forty-eight (48) weeks following. After one (1) year of experience with any undertaker governed by the present agreement, the serviceman shall receive twenty-eight dollars (\$28.00) per week.

d.— Supernumerary employees shall receive an hourly rate of \$0.50 and a minimum of two dollars (\$2.00) per call which may be three (3) hours or less.

e.— *Mechanics:*— Mechanics shall receive the following minimum rates:

	per hour
First class	\$0.62
Second class	0.57
Third class	0.47

f.— The present agreement shall not reduce in any way, the wages of an employee higher, at the time of its coming into force, than those herein mentioned.

V.— *General provisions:*— a.— *Holidays:*— After one (1) year of service, an employee shall be entitled to holidays consisting of seven (7) consecutive days, with pay.

b.— *Uniforms:*— If companies or funeral directors wish their employees to wear uniforms, they shall supply same without charge to the employees.

c.— *Weekly rest:*— Employees shall be entitled to a complete day of rest (24 hours) every week.

d.— Years of experience of an employee with any of the funeral directors shall be taken into

doivent être prises en considération par tout nouvel employeur.

e.— Tout actionnaire d'une entreprise de pompes funèbres qui y travaille comme employé, est assujéti au décret, quant aux heures de travail, au salaire et au prélèvement, à moins qu'il ne soit directeur de ladite entreprise.

f.— Le salaire de tout employé doit être payé au complet hebdomadairement et, si possible, le vendredi, dans une enveloppe sur laquelle sont inscrits son nom, la date de la semaine de travail, le nombre d'heures rémunérées, le taux du salaire à l'heure et le montant contenu dans l'enveloppe. Celle-ci doit être cachetée et initialee par la personne qui a fait la paye.

VI.— Lors de la ratification de la présente Convention, le Comité paritaire existant, formé pour surveiller l'application du décret antérieur dans la juridiction territoriale déterminé par cette convention, demeure en fonction et surveille la mise à exécution du présent décret jusqu'à ce qu'un nouveau comité soit formé. Ce nouveau comité succède à l'ancien et est investi de tous les actifs et droits dudit comité; il assume également toutes les dettes de l'ancien comité, en vertu dudit décret antérieur.

VII.— *Durée de la convention.*— La présente convention entrera en vigueur le jour de la publication dans la *Gazette Officielle de Québec* de l'arrêté en conseil l'approuvant et demeurera en vigueur pour une période d'un (1) an à compter de cette date. Elle se renouvellera automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une ou l'autre des parties aux présentes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, soixante (60) jours avant l'expiration du terme original ou avant l'expiration de toute année subséquente.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 17 novembre 1945.

11449-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation de la modification suivante au décret numéro 1653, du 28 juin 1941 et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans la région de Québec:

L'alinéa suivant sera ajouté à l'article II:

"Les employeurs de l'industrie de la pulpe et du papier sont exemptés des dispositions du décret pour ce qui concerne l'entretien des usines affectées à la fabrication de la pulpe et du papier."

Durant les trente jours à compter de la date de la publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre la ratification de tel amendement.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 17 novembre 1945.

11450-o

consideration by every new employer.

e.— Shareholders of a funeral undertaking working as employees shall be subject to the provisions of the decree with regard to working hours, wages and levy unless they be directors of the concern.

f.— The wages of any employee shall be paid, completely, each week and, if possible, on Friday, in an envelope on which his name, the date of the week of labour, the number of hours paid, the wage rates by the hour and the amount contained therein shall be mentioned. The latter shall be sealed and initialed by the pay-clerk.

VI.— On the ratification of the present agreement, the existing Parity Committee organized to carry out the previous decree in the territorial jurisdiction contemplated by this agreement, shall remain in office and supervise the carrying out of the present decree until a new committee is formed, which shall succeed to and be vested with all the assets and rights of the former committee; it shall assume all the liabilities of the former Committee under the said previous decree.

VII.— *Duration of the agreement.*— The present agreement shall come into force on the day of the publication in the *Quebec Official Gazette* of the order in council approving same and shall remain in force for a period of one (1) year from that date. It shall renew itself automatically from year to year, thereafter, unless either of the contracting parties give a written notice to the contrary to the other party, sixty (60) days prior to the expiration of the original term or prior to the expiration of any subsequent year.

During the thirty days following the date of the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection against the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 17, 1945.

11449-o

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of Section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice of his intention to propose the approval of the following modification to the decree number 1653, of June 28th, 1941, and amendments, relating to the building industry in the Quebec District;

The following paragraph shall be added to section II:

"The employers in the pulp and paper industry are exempted from the provisions of the decree with regard to the maintenance of mills producing pulp and paper."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection against the ratification of the said amendment which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 17, 1945.

11450-o

AVIS

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941 chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'une requête lui a été présentée par le Syndicat national des employés du commerce de Farnham, à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

Desnoyers & Beauchemin, E. Brouillard, Christine Martin, T.L. Bariteau, W. Groulx, W. Hanna, P. Rahall, J. A. Wilson, E. Roy, Jacques Duquette, Mme G. Jodoin, Albert Courrey, Léonard Lequin, Albert Gauvin, M. Bonneau, A. Bélanger Ltée, Antoinette Courville, Valère Forgues, Eug. Champigny, Giasson & Frère, M. Rahall, T.-O. Benjamin, A. Richard, Archambault & Frères, H. Ouellette, Mme E. Messier, C. E. Lebeau, A. N. Hébert, R. Bessette, J. H. Campbell, J. E. Joannette.

Et, D'AUTRE PART:

Le Syndicat national des employés du Commerce de Farnham, district de Missisquoi, pour les employeurs et les salariés des commerces et occupations visés, suivant les conditions ci-après décrites:

I.— *Définitions*: Pour les fins de la présente convention, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a.— Le terme « établissements commerciaux » désigne tous les commerces de détail comprenant les boucheries, épiceries, magasins de nouveautés pour dames, d'articles pour hommes, confection, chapeaux, merceries, chaussures, magasins d'articles de 5c à \$1.00, peinture, papier teature, cordonneries, feronneries, quincailleries, bijouteries, magasins de meubles, d'instruments de musique, magasins de fruits et légumes ainsi que tous les genres de commerce de détail identiques qui existent ou qui pourraient exister pendant la durée de la présente convention.

b.— Le mot « employé » désigne toute personne employée dans un établissement commercial visé par la présente convention et préposé à la vente, livraison, préparation des vitrines, l'entretien ou travail de bureau.

II.— *Jurisdiction*: a.— *Jurisdiction territoriale*: La présente convention s'applique à la ville de Farnham ainsi qu'à un mille des limites territoriales de la ville.

b.— *Jurisdiction commerciale*: La présente convention s'applique à toute personne, association, compagnie, société, corporation commerciale qui opère un établissement commercial ou tout genre de commerce dans les limites de la juridiction territoriale du présent décret.

III.— *Heures de travail*: La semaine de travail est de 56½ heures réparties de la façon suivante:

a.— Les lundi, mardi et jeudi, de 8 heures a.m. à 6½ heures p.m.

b.— Les mercredis, de 8 heures, a.m. à 1 heure p.m., excepté du 9 au 17 décembre qui seront de 8 heures a.m. à 6½ heures p.m.

c.— Les vendredis, de 8 heures a.m. à 9 heures p.m.

d.— Les samedis, de 8 heures a.m. à 10 heures p.m.

e.— Durant le mois de décembre:
du 18 au 30, de 8 heures a.m. à 9 heures p.m.
le 24 décembre, du 8 heures a.m. à 10 heures p.m.

NOTICE

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that a request has been submitted to him by "Le Syndicat national des Employés du Commerce de Farnham", for the purpose of rendering obligatory the collective agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

Desnoyers & Beauchemin, E. Brouillard, Christine Martin, T. L. Bariteau, W. Groulx, W. Hanna, P. Rahall, J. A. Willson, E. Roy, Jacques Duquette, Mme G. Jodoin, Albert Courrey, Léonard Lequin, Albert Gauvin, M. Bonneau, A. Bélanger Ltée, Antoinette Courville, Valère Forgues, Eug. Champigny, Giasson & Frère, M. Rahall, T. O. Benjamin, A. Richard, Archambault & Frères, H. Ouellette, Mme E. Messier, C. E. Lebeau, A. N. Hébert, R. Bessette, J. H. Campbell, J. E. Joannette.

And, ON THE OTHER PART:

"Le Syndicat national des Employés du Commerce de Farnham", district of Missisquoi, for the employers and the employees of the trades and occupations concerned, according to the following conditions:

I.— *Definitions*: For the purposes of the present agreement, the following words shall have the significance herein after given to them:

a.— The words "commercial establishments" mean any retail trade, including the butcher shops, groceries, ladies' drapery and fancy goods stores, gents' stores, ready-made shops, hat, haberdashery and shoe stores, \$0.05 to \$1.00 stores, paint, wall-paper stores, shoe-makers' shops, hardware, ironmongeries, jewellers' shops, furniture and musical instruments stores, fruits and vegetables and all kinds of identical trades which actually exist or which may come into existence during the period of enforcement of the present agreement.

b.— The word "employee" means any person employed in commercial establishment governed by the present agreement and committed to the sales, delivery, window display, maintenance or office work.

II.— *Jurisdiction*: a.— *Territorial jurisdiction*: The present agreement applies to the town of Farnham and to a radius of one mile from the territorial limits of the town.

b.— *Commercial jurisdiction*: The present agreement applies to any person, association, company, partnership, commercial corporation operating a commercial establishment or any kind of trade within the limits of the territorial jurisdiction of the present decree.

III.— *Hours of work*: The work week consists of 56½ hours distributed as follows:

a.— On Monday, Tuesday and Thursday: from 8.00 a.m. to 6.30 p.m.

b.— On Wednesday: from 8.00 a.m. to 1.00 p.m. with the exception of the period from December the 9th to the 17th on which days the distribution of working hours shall be as follows: from 8.00 a.m. to 6.30 p.m.

c.— On Friday: from 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

d.— On Saturday: from 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

e.— During the month of December:
From the 18th to the 30th: from 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

On December 24th: from 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

le 31 décembre, de 8 heures a.m à 10 heures p.m.

f. — Une heure sera accordée pour les repas du midi et du soir quand les employés seront appelés à travailler le soir.

g. — Les heures ci-haut mentionnées se ont les heures durant lesquelles les différents établissements régis par le décret, seront ouverts.

h. — Tout établissement commercial ou il se tient plus d'un genre de commerce, dont l'un de ces genres pourrait être régi par un corps de métier ou tout autre métier ou occupation non visé par le présent décret, pourra ouvrir ses portes en dehors des heures spécifiées au paragraphe III-a, b, c, d, e, pourvu qu'il n'occupe son travail qu'à son métier ou autre genre non visé.

IV. — *Jours Chômés*: Le premier de l'An, le 6 janvier, le lundi de Pâques, l'Ascension, le 24 mai, la St-Jean Baptiste, le premier juillet, la Fête du Travail, le jour de l'Action de Grâces, la Toussaint, l'Immaculée Conception et la Noël.

b. — La veille d'un jour chômé, si ce jour tombait un mercredi est considérée comme un jour ordinaire du vendredi et les établissements commerciaux fermeront à 9 heures p.m.

V. — *Salaires*. Les salaires minima sont les suivants pour tous les employés non autrement spécifiés par la présente:

Par semaine

1. — Hommes: durant la

première année.	\$12.00
deuxième année.	15.00
troisième année.	18.00
quatrième année.	20.00

2. — Femmes ou filles:

première année.	\$10.00
deuxième année.	12.00
troisième année.	14.00
quatrième année.	16.00
cinquième année.	18.00

3. — Commis supplémentaire:

L'heure

Hommes âgés de moins de 18 ans \$ 0.25
et de plus de 18 ans. 0.40
Femmes ou filles . . . 0.25

Par semaine

4. — Messenger: 8.00

La bicyclette et ses accessoires doivent être fournis par l'employeur qui doit également pourvoir aux réparations.

L'heure

5. — Messagers supplémentaires: 0.20

6. — Magasins de variétés. Aux termes du contrat, les salaires dans ces magasins ne devront pas être inférieurs à ceux ci-après mentionnés:

- a) commis féminins: *L'heure*

première année.	\$ 0.22
deuxième année.	0.26
troisième année.	0.30

- b) commis féminins: supplémentaires. 0.22

VI. — Les salaires actuellement payés, même s'ils sont supérieurs aux minima fixés par la présente convention, resteront en vigueur pendant toute la durée du décret.

b. — Tout travail sera rémunéré en espèce.

c. — Les jours chômés tels que déterminés à l'article IV de la présente convention, seront payés aux employés réguliers.

VII. — Tout employé qui le 31 mai de chaque année a terminé une année de travail dans la même établissement ou pour le même employeur a droit à une semaine de vacances avec salaire régulier payable d'avance.

VIII. — Dans tous les genres de commerce assujettis à la présente convention lorsque le lo-

On December 31st: from 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

f. — One half-hour shall be given for the noon meals and a similar period off for the evening meals when the employees are required to work in the evening.

g. — The hours above mentioned shall be the business hours of the various establishments governed by the decree.

h. — Every commercial establishment carrying on more than one particular trade, when one of such trades is subject to a trade association or other occupation not governed by the decree, may operate after the hours specified in section III, subsections "a", "b", "c", "d", and "e", provided only the said trade or occupation not governed is carried on.

IV. — *Holidays*: New Year's Day, January the 6th, Easter Monday, Ascension Day, May 24th, St. John the Baptist Day, July 1st, Labour Day, Thanksgiving Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day.

b. — Holiday eves when falling on a Wednesday are considered as ordinary Friday and the commercial establishments shall close at 9.00 p.m.

V. — *Wages*:—The minimum wages are the following for all the employees whose working conditions are not otherwise specified in the present agreement:

per week

1. — Men during the first year \$12.00
second year 15.00
third year 18.00
fourth year. 20.00

2. — Women or girls: first year \$10.00
second year. 12.00
third year 14.00
fourth year 16.00
fifth year 18.00

3. — Occasional clerk:

per hour

Men less than 18 years of age. . . 0.25
Men more than 18 years of age. . . 0.40
Women or girls 0.25

per week

4. — Messenger 8.00

The bicycle and its accessories shall be supplied by the employer who shall also pay for the repairs.

per hour

5. — Occasional messengers 0.20

6. — Variety stores: Under the agreement, the wages in such stores shall not be less than the following:

per hour

- a) female clerk: first year 0.22
second year. 0.26
third year 0.30
- b) occasional female clerk 0.25

VI. — Wages actually paid, even if higher than the minimum rates determined by the present agreement, shall remain in force for the entire duration of the decree.

b. — All work shall be paid for in cash.

c. — The holidays, as determined in section IV of the present agreement, shall be paid to the regular employees.

VII. — Every employee having, on May 31st of each year, completed a year of work in the same establishment or for the same employer is entitled to a week's vacation with pay to be given in advance.

VIII. — In all trades governed by the present agreement, when room, meals or room and board

gement, les repas ou la pension complète sont fournis au salarié par l'employeur, ce dit employeur ne pourra déduire du salaire gagné, plus que les montants suivants:

Par repas	0.35
Logement d'une semaine	\$ 3.00
Pension complète	9.00

IX.— *Conditions de travail actuelles:* Les avantages actuellement accordés aux employés avant la mise en vigueur du décret et pour lesquels avantages rien n'est autrement prévu dans la présente convention, continueront à être accordés à ces mêmes employés.

X.— *Salaire hebdomadaire:* Tous les salariés devront être payés chaque semaine.

XI.— La présente convention entrera en vigueur le jour de la publication dans la *Gazette officielle de Québec* de l'arrêté en conseil l'approuvant et demeurera en vigueur pour une période d'une année à partir de cette date. Il se renouvellera automatiquement d'année en année par la suite à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie, un avis de son intention de l'abroger ou de la changer, trente (30) jours avant l'expiration originale ou de toute autre expiration subséquente.

Durant les trente jours à compter de la date de la publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY,

Ministère du Travail,
Québec, ce 17 novembre 1945. 11457-0

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes et ce conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que par l'arrêté en conseil numéro 4685, du 7 novembre 1945, deux règlements spéciaux ont été approuvés et ajoutés à la constitution et aux règlements du Comité paritaire des barbiers et coiffeurs de Salaberry de Valleyfield, déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 2478, du 27 août 1943, amendés par les arrêtés numéros 2580, du 9 septembre 1943 et 3213, du 17 août 1945.

En vertu de la Loi, les dispositions suivantes desdits règlements spéciaux ont été déclarées obligatoires:

"16.— *Tenue du registre:*— Le Comité paritaire décide de rendre obligatoire pour tout employeur professionnel assujéti au décret, la tenue d'un registre où sont indiqués les nom, prénoms et résidence de chaque salarié à son emploi, sa qualification, l'heure précise à laquelle le travail a été commencé, a été interrompu, repris et achevé chaque jour, la nature de tel travail et le salaire payé, avec mention du mode et de l'époque de paiement ainsi que tous autres renseignements jugés utiles à l'application du décret."

"17.— *Rapport mensuel:*— Tout employeur professionnel assujéti au décret doit transmettre au Comité paritaire un rapport mensuel par écrit donnant les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé."

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY,

Ministère du Travail,
Québec, le 17 novembre 1945. 11454-0

are provided to the employee by the employer, such employer may not deduct from the wages earned, more than the following amounts:

Per meal	0.35
Lodging for one week	3.00
Board and lodging	9.00

IX.— *Actual working conditions:*— The actual advantages of the employees, awarded before the coming into force of the decree and for which no clause can be found in the present agreement, shall remain.

X.— *Weekly wages:* All employees shall be paid each week.

XI.— The present agreement shall come into force on the day of the publication in the *Quebec Official Gazette* of the Order in Council approving same and shall remain in force for a period of one year from that date. It shall renew itself automatically from year to year thereafter, unless one of the contracting parties notify the other of its intention to have it repealed, thirty (30) days before the original expiration or any subsequent one.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections which the interested parties may desire to make against the said request.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 17, 1945. 11457-0

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act Revised Statutes of Quebec, chapter 163, and amendments), that, by Order in Council number 4685, of November 7, 1945, two special by-laws have been approved and added to the constitution and the by-laws of the Parity Committee of Barbers and Hairdressers of Salaberry of Valleyfield, already approved by Order in Council number 2478, of August 27, 1943, amended by Orders number 2580, of September 9, 1943, and number 3213, of August 17, 1945.

According to the Act, the following provisions of the said special by-laws have been rendered obligatory:

"16.— *Keeping of a register:*— The Parity Committee decides to render obligatory for every professional employer governed by the decree the keeping of a register indicating the name in full and address of each employee in his employ, his competency, the exact time at which the work was begun, interrupted, resumed and ceased each day, the nature of the work and wage paid, with mention of the method and time of payment, and all other information deemed useful in the application of the decree."

"17.— *Monthly report:*— Every professional employer governed by the decree shall transmit to the Parity Committee a monthly report in writing giving the name in full and address of each employee in his employ, his competency, the number of regular and overtime hours worked each week, the nature of such work and the wage paid."

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 17th, 1945. 11454-0

AVIS D'APPROBATION DE REGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que par l'arrêté en conseil numéro 4684, du 7 novembre 1945, deux règlements ont été approuvés à l'effet d'amender la constitution et les règlements du Comité paritaire des barbiers du district de Saint-François, approuvés par l'arrêté en conseil numéro 2322 du 6 septembre 1941 et modifiés par les arrêtés numéros 1396, 1564 et 1817, des 11 juin, 2 juillet 1942 et 10 juillet 1943.

En vertu de la Loi, les dispositions suivantes desdits règlements ont été déclarées obligatoires:

"14.— *Certificat de qualification*:— Le Comité paritaire décide, d'accord avec l'article 25 de la Loi, que le certificat de qualification soit rendu obligatoire pour tous les barbiers assujettis au décret et dont le métier exige un apprentissage lorsqu'il est exercé dans les municipalités de Sherbrooke, Lennoxville, Magog, Windsor, Richmond, Danville, Asbestos, Bromptonville, East Angus, Bury, Cookshire, Rock Island, Stanstead, Beebe Plain et Coaticook, avec un rayon de cinq (5) milles autour des limites de chacune de ces dites municipalités."

"15.— Le Comité décide de plus, conformément aux dispositions de l'article 27 de la Loi, que le certificat de qualification soit émis par le Bureau des Examineurs formé comme suit:

a) d'un patron, d'un employé et d'un artisan: tous trois nommés par ledit Comité.

b) d'un médecin approuvé par ledit Comité paritaire qui fera subir un examen écrit et oral selon un programme tracé et approuvé par le Comité paritaire."

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 17 novembre 1945. 11448-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S. R. Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire de l'industrie de l'automobile de Montréal et du district lui a présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 1742 du 11 juillet 1941 et amendements, relatif aux employés de garages dans l'île de Montréal, l'île Jésus et un rayon de dix milles de leurs limites.

Il est demandé:

1° Que le paragraphe "h" de l'article I soit radié et remplacé par le suivant:

"h.— Vérificateur: Tout employé affecté à la vérification des véhicules-moteurs et à l'estimation de toutes réparations d'iceux.

Il doit être un mécanicien de première ou deuxième classe, mais, dans tous les cas, son salaire doit être celui du mécanicien de première classe."

2° Que le paragraphe "g" de l'article V soit radié et remplacé par le suivant:

"g.— Pour les hommes de service, tout travail exécuté après sept heures le soir sera payé au taux du salaire régulier majoré de 25%.

Il en sera de même du travail exécuté par eux le dimanche. Cependant, dans le cas de garages ou autres établissements régis par le Contrat

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), that two by-laws have been approved by order in council number 4684 of November 7, 1945, to amend the constitution and by-laws of the Parity Committee of the Barbers of the district of Saint-François, approved by order in council number 2322 of September 6, 1941, and amended by orders in council numbers 1396, 1564 and 1817, of June 11 and July 2, 1942, and of the 10th of July 1943.

In virtue of the Act, the following provisions of the said by-laws have been declared obligatory:

"14.— *Certificate of competency*:— The Parity Committee decides, pursuant to section 25 of the Act, that the certificate of competency be rendered obligatory for all barbers governed by the decree and whose trade requires an apprenticeship when carried on in the municipalities of Sherbrooke, Lennoxville, Magog, Windsor, Richmond, Danville, Asbestos, Bromptonville, East Angus, Bury, Cookshire, Rock Island, Stanstead, Beebe Plain and Coaticook with a radius of five (5) miles around the limits of each one of the said municipalities."

"15.— The Committee decides also, pursuant to the provisions of section 27 of the Act, that the certificate of competency be issued by the Board of Examiners formed as follows:

a) an employer, an employee and an artisan: all three appointed by the said Committee.

b) a doctor approved by the said Parity Committee who will subject the candidates to a written and oral examination according to a programme set forth and approved by the Parity Committee."

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 17, 1945. 11448-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163, and amendments), that the Parity Committee of the Automobile Industry of Montreal and District has submitted to him a petition to amend the decree number 1742, of July 11th, 1941, and amendments relating to the garage employees in the Island of Montreal, Jesus Island and a radius of ten miles from their limits.

It is requested:

1o. That subsection "h" of section I be stricken off and replaced by the following:

"h.— Tester: Any employee committed to the testing of motor vehicles and to the appraisal of repairs.

He shall be either a First Class or a Second Class mechanic but, in all cases, he shall receive the salary of a First Class mechanic."

2o. That subsection "g" of section V be stricken off and replaced by the following:

"g.— For service men, any work performed after 7.00 p.m. shall be paid for at the regular rate increased by 25%. This also applies to work performed on Sunday.

However, in the case of garages or other establishments governed by the collective agreement relating to the Automobile Industry of

collectif de l'industrie de l'Automobile de Montréal et du district, ouverts vingt-quatre heures par jour et employant plus d'une équipe, les hommes de service faisant partie des équipes à travailler de sept heures p.m., à sept heures a.m., seront rémunérés au taux régulier majoré de 15%, sauf pour la journée du dimanche qui sera rémunérée au taux régulier plus 25%.

Au surplus, les paragraphes "C" 1 et 2, "D" et "E" du présent article V ne s'appliquent pas aux hommes de service."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 10 novembre 1945. 11453-0

Montreal and district and operating twenty-four hours a day and employing more than one shift, the service men in the shifts working from 7.00 p.m. to 7.00 a.m. shall be paid the regular rate increased by 15%. As for Sunday, the said regular rate shall be increased by 25%.

Moreover, subsections "c-1", "c-2", "d" and "e" of the present section V do not apply to service men."

During the thirty days from the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections which the interested parties may desire to make against the said petition.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 10, 1945. 11453-0

Département du Trésor Assurances

AVIS D'EMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est par les présentes donné que la Queensland Insurance Company Limited, enregistrée sous le numéro 466, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 2355 qui l'autorise à compter du 2 novembre 1945 à effectuer dans la Province des contrats relatifs aux genres d'assurance suivants: Incendie, et accessoirement — agitation civile, choc de véhicules, chute d'aéronef; Accident; Automobiles; Biens mobiliers; Bris de glace. Défectuosité d'extincteurs automatiques; Dommage à la propriété; Explosion limitée ou inhérente; Grêle limitée. Maladie. Ouragan; Transport intérieur; Vol.

Le siège social de la compagnie est situé à Sydney, Australie.

La compagnie a nommé Monsieur C.-E. Pa-caud, 276, rue St-Jacques, Ouest, Montréal — son procureur dans la Province et l'Anglo-Canadian Underwriters Limited, 276, rue St-Jacques, Ouest, Montréal, son agent principal dans la Province.

Donné, ce 7ième jour de novembre 1945, au bureau du Services des assurances, Département du Trésor.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,

11363-45-2-0 Surintendant des Assurances.

AVIS DE LIQUIDATION DE SOCIÉTÉ DE SECOURS MUTUELS

Avis est par le présent donné que "The Thos Davidson Mfg. Co. Limited Employees' Benefit Society" qui avait son siège social à Montréal, a cessé d'exister à la suite de la liquidation volontaire décidée par l'assemblée générale de ses membres le 25 mai 1945 et complétée par le rapport final de son liquidateur, Monsieur Jos. A. Henderson, 2355, rue Delisle, Montréal, en date du 5 novembre 1945.

Donné, ce douzième jour de novembre 1945, au bureau du Service des Assurances, Département du Trésor.

Pour le Trésorier de la Province,
L'Inspecteur des Sociétés de Secours Mutuels,
GEORGES LAFRANCE.

11444-0

Treasury Department Insurance

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRATION

Notice is hereby given that the Queensland Insurance Company Limited, registered under number 466, has obtained the license and certificate of registration number 2355, authorizing it as from the 2nd of November 1945 to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes: Fire, and supplementary thereto — civil commotion, falling aircraft, impact by vehicles; Accident; Automobile; Inland transportation; Limited hail; Limited or inherent explosion; Personal property; Plate glass; Real property; Sickness; Sprinkler leakage; Theft; Windstorm.

The head-office of the company is situated at Sydney, Australia.

The company has appointed Mr. C.-E. Pa-caud, 276 St. James Street, West, Montreal, its attorney in the Province, and the Anglo-Canadian Underwriters Limited, 276 St. James Street, West, Montreal, its principal agent in the Province.

Given this 7th day of November 1945 at the office of the Insurance Branch, Treasury Department.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,

11363-45-2-0 Superintendent of Insurance.

NOTICE OF LIQUIDATION OF MUTUAL BENEFIT ASSOCIATION

Notice is hereby given that "The Thos. Davidson Mfg. Co. Limited Employees' Benefit Society", head office in Montreal, has ceased to carry on business on account of a voluntary liquidation decided on the 25th day of May 1945 at the general meeting of its members and completed by the final report of Mr. Jas. A. Henderson, 2355 Delisle Street, Montreal, its liquidator, on the 5th day of November 1945.

Given, this twelfth day of November 1945 at the office of the Insurance Branch, Treasury Department.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
The Inspector of Mutual Benefit Associations.

11444-0

AVIS D'EMISSION DE PERMIS
ET D'ENREGISTREMENT

Avis est par le présent donné que la "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Bernard-de-Beauchastel" dans le comté de Témiscamingue, a obtenu le permis et a été enregistrée pour assurer contre le feu, la foudre, les propriétés situées dans les limites de la dite paroisse et aussi les propriétés situées hors de ces limites, pourvu qu'elles soient situées entièrement dans les limites de la municipalité de comté dans lesquelles se trouve le principal siège d'affaires de la compagnie, les animaux de ferme, ainsi que les grains, foin, fourrages, instruments aratoires et meubles de ménage sur ou dans les propriétés susdites (tels risques n'étant ni des risques de commerce ni sur des bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ni des risques extra-hasardés).

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des Assurances de Québec, (chapitre 299, S.R. 1941), ce douzième jour de novembre 1945.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
11445-46-2-o Surintendant des Assurances.

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE
AND REGISTRATION

Notice is hereby given that "la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Bernard-de-Beauchastel" in the county of Témiscamingue has been licensed and registered for the purpose of insuring the property situated within said parish against fire, lightning and also the properties outside of the limits thereof, provided they be situated entirely within the county municipality in which is situated the chief place of business of the company, farm live stock as well as the grain, hay, fodder, agricultural implements and furniture in or upon the properties aforesaid, (such risks being other than mercantile or on buildings used for mercantile or manufacturing purposes, or extra-hazardous risks).

Given pursuant to the provisions of article 121 of the Quebec Insurance Act, (chapter 299, R.S. 1941, this twelfth day of November 1945.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
11445-46-2-o Superintendent of Insurance.

Minutes de notaire

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil, par Me Hector Crête, notaire, demeurant et pratiquant à Ormstown, district judiciaire de Beauharnois, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Me Louis Aristide Rousseau, en son vivant, notaire de Ormstown, district judiciaire de Beauharnois, et de ceux de M^{tres} Eugène Fontaine, Stanislas Huet et Jean-Joseph Hector Lafond, et partie du greffe d'Antoine Raoul Leduc (1899-1903), dont Me L. A. Rousseau était le cessionnaire.

Québec, ce 22 octobre 1945.
Le Sous-secrétaire de la Province,
11218-43-5-o JEAN BRUCHÉSI.

Notarial Minutes

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant Governor in Council, by Me Hector Crête, notary, residing and practising at Ormstown, judicial district of Beauharnois, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of the late Me Louis Aristide Rousseau, in his lifetime notary of Ormstown, judicial district of Beauharnois, and of those of M^{tres} Eugène Fontaine, Stanislas Huet and Jean-Joseph Hector Lafond, and part of the records of Antoine Raoul Leduc (1899-1903) whereof Me L. A. Rousseau was assignee.

Quebec, October 22nd, 1945.
JEAN BRUCHÉSI,
11218-43-5 Under Secretary of the Province

Proclamation

Canada,
Province of Québec.
(L. S.)
EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général
L. DÉSILETS. { ATTENDU que l'article 3 de la Loi 9 Geo. VI chapitre 31, intitulée "Loi modifiant la Loi concernant un aménagement hydro-électrique à Mont-Laurier" décrète que cette Loi entrera en vigueur à la date qu'il plaira au Lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation;

Proclamation

Canada,
Province of Québec,
(L. S.)
EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General { WHEREAS section 3 of the Act 9 Geo. VI, chapter 31, intituled "An Act to amend the Act respecting a hydro-electric development at Mont-Laurier" enacts that the said Act shall come into force on such date as the Lieutenant-Governor in Council may be pleased to fix by proclamation;

ATTENDU qu'il y a maintenant lieu de fixer au 21 novembre 1945 la date de l'entrée en vigueur de ladite Loi.

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif exprimé dans l'arrêté en conseil N° 4747 du 14 novembre 1945 et conformément aux dispositions de l'article 3 de la Loi 9 Geo. VI, chap. 31, Nous avons décrété et ordonné et par les présentes décrétons et ordonnons que la date de l'entrée en vigueur de ladite loi intitulée "Loi modifiant la Loi concernant un aménagement hydro-électrique à Mont-Laurier" soit fixée au 21 novembre 1945.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite Province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce QUATORZIÈME jour de NOVEMBRE en l'année mil neuf cent quarante-cinq de l'ère chrétienne et de Notre Règne la neuvième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
11464-o JEAN BRUCHÉSI.

WHEREAS it is now expedient to fix to the 21st of November, 1945, the date of the coming into force of the said Act;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council expressed in the Order in Council No. 4747 of the 14th of November, 1945, and in conformity with the provisions of section 3 of the Act 9 Geo. VI, chap. 31, We have enacted and ordered and do hereby enact and order that the date of the coming into force of the said Act intituled "An Act to amend the Act respecting a hydro-electric development at Mont-Laurier" be fixed to the 21st of November, 1945.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these present may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this FOURTEENTH day of NOVEMBER, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-five and the ninth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,
11464 Under Secretary of the Province.

Sièges sociaux

AVIS

Avis est par les présentes donné que "Spécialités LaSalle Specialties Inc.", une compagnie incorporée par lettres patentes émises par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec le 5e jour d'octobre 1945, et ayant son bureau principal en la cité de Verdun, district de Montréal, a établi son bureau au numéro 5644, rue Bannantyne, dans la cité de Verdun.

A compter de la date du présent avis, la compagnie considérera ledit bureau comme son bureau principal.

Daté à Montréal, ce 6e jour de novembre 1945.

"SPÉCIALITÉS LASALLE SPECIALTIES INC.",
Par le Secrétaire,
11441-o LEOPOLD BARITEAU.

AVIS

Avis est par les présentes donné que "Les Editions de l'Arbre Inc.", une compagnie incorporée par lettres patentes émises par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec le 17e jour d'octobre 1945, et ayant son bureau principal en la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 60 ouest, de la rue St-Jacques, en la cité de Montréal.

A compter de la date du présent avis, la compagnie considérera ledit bureau comme son bureau principal.

Daté à Montréal, ce 29e jour d'octobre 1945.

"LES ÉDITIONS DE L'ARBRE INC.",
Par le Secrétaire,
JEAN BRISET.

Head offices

NOTICE

Notice is hereby given that "Spécialités LaSalle Specialties Inc.", a company incorporated by Letters Patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec on the 5th day of October, 1945, and having its head office in the City of Verdun, District of Montreal, has established its office at N° 5644 Bannantyne Street, in the City of Verdun.

From and after the date of the present notice, the said office will be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 6th day of November, 1945.

"SPÉCIALITÉS LASALLE SPECIALTIES INC.",
per LEOPOLD BARITEAU,
11441-o Secretary.

NOTICE

Notice is hereby given that "Les Editions de l'Arbre Inc.", a company incorporated by Letters Patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec on the 17th day of August 1945, and having its head office in the City of Montreal, has established its office at No. 60 St. James Street West, in the City of Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office will be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 29th day of October, 1945.

"LES ÉDITIONS DE L'ARBRE INC.",
per JEAN BRISET,
11440-o Secretary.

Avis est, par les présentes, donné que l'Associated Clothing Manufacturers of the Province of Quebec, Inc. a transporté son siège social à 1509 rue de la Montagne, Montréal 25.

Montréal, 9 novembre 1945.

11442

Le Directeur exécutif,
L.-M. LYMBURNER, Jr.

Notice is hereby given that the Associated Clothing Manufacturers of the Province of Quebec, Inc., has moved its Head Offices at 1509 Mountain Street, Montreal 25.

Montreal, November 9th, 1945.

11442-o

L.-M. LYMBURNER, Jr.,
Executive Director.

VENTE PAR SHÉRIF

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

IBERVILLE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District d'Iberville

Saint-Jean, à savoir: } DAME CLARINDA BENOIT, ménagère, veuve d'Arthur Tétreault, épouse en secondes noces, séparée de biens, de Zoël Fortier, rentier, tous deux de Marieville, district de Saint-Hyacinthe, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, demanderesse; vs ALFRED SURPRENANT, de Saint-Jean, district d'Iberville, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Une terre située en la paroisse de Saint-Grégoire-le-Grand, district d'Iberville, mesurant en front quatre (4) arpents sur trente-trois (33) arpents de profondeur, le tout plus ou moins, connue sous les lots 313-314 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Grégoire-le-Grand, avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Grégoire-le-Grand, le VINGT-SEPTIEME jour de NOVEMBRE, 1945, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ADÉLARD FORGET.
St-Jean, P.Q., le 23 octobre 1945. 11240-43-2-o

[Première insertion, le 27 octobre 1945]

MONTCALM

Cour Supérieure

Province de Québec, } LA COMPAGNIE
District de Montcalm } MUTUELLE D'IM-
N° B-157563 } MEUBLES LTÉE.
corporation légalement constituée ayant son principal établissement en la cité et le District de Montréal, demanderesse; vs LES HÉRITIERS DE FEU FRANÇOIS-GEORGES CRÉPEAU, en son vivant gentilhomme, des cité et District de Montréal, défendeurs.

Le tiers indivis d'une île située dans le lac Chaud, canton de Lynch, dans le comté Labelle, connue et désignée sous la lettre "C" aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Lynch, dans le comté Labelle, avec maison et bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église du village La Macaza le VINGT-DEUXIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
J.-EUG. DANIS.

Bureau du Shérif,
Mont-Laurier ce 9 novembre 1945. 1447-46-2-o
Première insertion, 17 novembre 1945]

SHERIFF' SALE

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

IBERVILLE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court—District of Iberville

Saint-Jean, to wit: } DAME CLARINDA BENOIT, housekeeper, widow of Arthur Tétreault, wife in second marriage, separate as to property, of Zoël Fortier, independant gentlemen, both of Marieville, district of Saint-Hyacinthe, and this last one to authorise his wife, for these presents, plaintiff; vs ALFRED SURPRENANT, of Saint-Jean, district of Iberville, defendant.

As being in the possession of the defendant:

A farm situated in the parish of Saint-Grégoire-le-Grand, district of Iberville, measuring in front four (4) arpents in width, by thirty-three (33) arpents in depth, all more or less, known upon lots numbers 313-314 on the official plan and in the book of reference for the parish of Saint-Grégoire-le-Grand, with buildings upon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Grégoire-le-Grand on the TWENTY-SEVENTH day of NOVEMBER, 1945, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ADÉLARD FORGET.

Sheriff's Office, Sheriff.
St. Johns, Que., October 23rd, 1945.

11240-43-2-o

[First insertion, October 27th, 1945]

MONTCALM

Superior Court

Province de Québec } LA COMPAGNIE
District de Montcalm } MUTUELLE D'IM-
No. B-157563 } MEUBLES LTÉE.
a corporation duly incorporated having its head office in the city and district of Montreal, plaintiff; vs the HEIRS OF THE LATE FRANÇOIS-GEORGES CREPEAU, in his lifetime a gentleman, of the city and district of Montreal, defendants.

The undivided third of an island situate in Lake Chaud, township of Lynch, in the county of Labelle, known and designated under letter "C" on the official plan and in the book of reference for the said township of Lynch, in the county of Labelle—with house and buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the village of La Macaza, on the TWENTY-SECOND day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

J.-EUG. DANIS,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Mont-Laurier, Nov. 9th, 1945 11447-46-2
[First insertion, November 17th, 1945]

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { **FERDINAND MANDE-**
N° 127722 } **VILLE**, demandeur vs
EDOUARD WOOLLEY, défendeur et **COMO**
E. DUPRE, curateur au délaisement comme
appartenant au défendeur mais entre les mains
du dit curateur au délaisement.

Un emplacement situé à Montréal, ayant front
sur la rue Springland, connu et désigné aux plan
et livre de renvoi officiels de la paroisse de Mont-
réal, sous le numéro sept cent soixante-seize de la
subdivision du lot numéro trois mille six cent
seize (3616-776) avec bâtisses sus-érigées et
droit de passage en commun dans la ruelle située
en arrière du dit immeuble, aux charges ordinai-
res d'entretien.

Pour être vendu, à mon bureau, en la Cité de
Montréal, le VINGT DECEMBRE prochain,
à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Montréal, 14 novembre 1945. L.-P. CAISSE.
(Première insertion, 17 novembre 1945) 11465-46-2-o

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { **AURILIEN LAUZON**,
238964 } demandeur vs Dame
FAY FALOVITCH, épouse séparée de biens de
JACK ARONOVITCH, et dûment autorisée par
son dit mari, défenderesse.

"Une demi-indivise de droit, titre et intérêt
dans et à:

Un emplacement ayant front sur la rue Viau,
en la cité de Montréal, connu et désigné comme
étant le lot de subdivision numéro quatre cent
vingt-six du lot originaire numéro un (1-426) aux
plan et livre de renvoi officiels du village d'Hochelaga, avec les bâtisses dessus érigées."

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de
Montréal, le vingt-septième jour de Décembre
prochain, à dix heures du matin.

Un dépôt de \$230 sera exigé de tout offrand et
enchérisseur, suivant jugement de l'Honorable
Juge Bertrand en date du 12 novembre 1945.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Montréal, 14 novembre 1945. L.-P. CAISSE.
(Première insertion, 17 novembre 1945) 11466-46-2

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { **FERDINAND MANDE-**
No. 127722 } **VILLE**, plaintiff; vs
EDWARD WOOLLEY, defendant; and **COMO**
E. DUPRE, curator to the abandonment.

As belonging to the defendant but in the pos-
session of the said curator to the abandonment:

An emplacement situate at Montreal, front-
ing on Springland street, known and designated
on the official plan and in the book of reference
of the parish of Montreal, under number seven
hundred and seventy-six of the subdivision of
lot number three thousand six hundred and
sixteen (3616-776) with buildings thereon erected
and right of way in common in the lane situate
in rear of the said immovable, subject to ordinary
charges of maintenance.

To be sold, at my office, in the city of Mont-
real, on the TWENTIETH of DECEMBER
next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L.-P. CAISSE,
Montreal, November 14th, 1945 Sheriff.
(First insertion, November 17th, 1945) 11465-46-2

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { **AURILIEN LAUZON**,
No. 238964 } plaintiff vs. Dame **FAY**
FALOVITCH, wife separate as to property of
JACK ARONOVITCH, and hereto duly author-
ized by her said husband defendant.

"An undivided one-half right, title and interest
in and to:

An emplacement fronting on Viau Street, in
the City of Montreal, known and designated as
subdivision lot number four hundred and twenty-
six of the original lot number one (1-426) on the
Official Plan and Book of Reference of the Village
of Hochelaga, with buildings thereon erected."

To be sold, at my office, in the city of Montreal,
on the twenty seventh day of December next at
ten o'clock in the forenoon.

A deposit of \$230.00 shall be exacted from
each and every bidder, pursuant to a Judgment
of the Honourable Justice Bertrand, dated No-
vember 12th 1945.

Sheriff's office, L.-P. CAISSE,
Montreal, November 14th 1945. Sheriff.
(First insertion, November 17th, 1945) 11466-46-2-o

Index de la Gazette officielle
de Québec, N° 46

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Martel vs Gauthier 2334

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

2305

AVIS DIVERS:

Compagnie France Film (Directeurs) 2338
Coopérative d'Électricité de Canton de
Magog (Fondation) 2337
Coopérative d'Électricité de Disraëli
(Fondation) 2337
Coopérative d'Électricité de Nouvelle
(Fondation) 2337

Index of the Quebec Official
Gazette, No. 46

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Martel vs Gauthier 2334

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

2305

MISCELLANEOUS NOTICE:

Compagnie France Film (Directors) 2338
Coopérative d'Électricité de Canton de
Magog (Foundation) 2337
Coopérative d'Électricité de Disraëli
(Foundation) 2337
Coopérative d'Électricité de Nouvelle
(Foundation) 2337

Coopérative d'Electricité de Papineau-Ouest (Foundation)	2337	Coopérative d'Electricité de Papineau-Ouest (Foundation)	2337
Coopérative Régionale d'Electricité des Sept Chutes (Foundation)	2337	Coopérative Régionale d'Electricité des Sept Chutes (Foundation)	2337
Fédération de Montréal des Caisses Desjardins (Nom changé)	2336	Fédération de Montréal des Caisses Desjardins (Name changed)	2336
La Caisse Populaire Desjardins de Sainte-Bernadette de Hull (Foundation)	2335	La Caisse Populaire Desjardins de Sainte-Bernadette de Hull (Foundation)	2335
La Caisse Populaire Desjardins de St-Boniface de Shawinigan (Foundation)	2335	La Caisse Populaire Desjardins de St-Boniface de Shawinigan (Foundation)	2335
La Caisse Populaire Desjardins de St-Césaire (Foundation)	2335	La Caisse Populaire Desjardins de St-Césaire (Foundation)	2335
La Caisse Populaire Desjardins de St-Germain, Kamouraska (Foundation)	2335	La Caisse Populaire Desjardins de St-Germain, Kamouraska (Foundation)	2335
Lake MacDonald Lodge Incorporated (Directeurs)	2336	Lake MacDonald Lodge Incorporated (Directors)	2336
Syndicat Coopératif des Arts Paysans (Foundation)	2335	Syndicat Coopératif des Arts Paysans (Foundation)	2335

CHARTES — ABANDON DE:

West End Development Company	2336	West End Development Company	2336
Westmount Development Company	2336	Westmount Development Company	2336

DEMANDE À LA LÉGISLATURE:

Chrzaszcz, Joseph et al	2338	Chrzaszcz, Joseph et al	2338
-------------------------------	------	-------------------------------	------

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

APPLICATION TO LEGISLATURE:

AGRICULTURE:

Industrie Laitière:

Ordonnance N° 45-Sp-V — Québec et Lévis.	2339	Order No. 45-Sp-V — Québec and Lévis.	2339
---	------	--	------

AGRICULTURE:

Dairy Industry:

TERRES ET FORETS:

Longue Pointe, paroisse de.	2340	Longue Pointe, parish of.	2340
----------------------------------	------	--------------------------------	------

LANDS AND FORESTS:

TRAVAIL:

Comité paritaire de l'industrie de l'automobile de Montréal et du district (Modification)	2347	Parity committee of the automobile industry of Montreal and District (Amendment)	2347
Comité paritaire des barbiers du district de Saint-François (Approbation de règlements)	2347	Parity committee of the barbers of the district of Saint-François (Approval of by-laws)	2347
Comité paritaire des barbiers et coiffeurs de Salaberry de Valleyfield (Approbation de règlements)	2346	Parity committee of barbers and hairdressers of Salaberry of Valleyfield (Approval of by-laws)	2346
Industrie de la construction dans la région de Québec (Modification)	2343	Building industry in the Quebec District (Modification)	2343
Métier d'horloger dans l'Île de Montréal (Erratum)	2340	Clock-maker's trade in the Island of Montreal (Erratum)	2340
Métiers du bâtiment dans le district des Trois-Rivières (Avis)	2340	Building trades in the Trois-Rivières District (Notice)	2340
Syndicat des employés de pompes funèbres de Montréal Inc. (Avis)	2341	Syndicat des employés de pompes funèbres de Montréal Inc. (Notice)	2341
Syndicat national des employés du commerce de Farnham (Avis)	2344	Syndicat national des employés du commerce de Farnham (Notice)	2344

LABOUR:

TRÉSOR:

Assurances:

Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Bernard-de-Beauchastel.	2349	Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Bernard-de-Beauchastel.	2349
Queensland Insurance Company Limited	2348	Queensland Insurance Company Limited	2348
The Ths. Davidson Mfg. Co. Limited	2348	The Thos. Davidson Mfg. Co. Limited	2348
Employees' Benefit Society	2348	Employees' Benefit Society	2348

TRÉASURY:

Insurance:

LETTRES PATENTES:

Associated Wearing Apparel Inc.	2306	Associated Wearing Apparel Inc.	2306
Bargain House of Canada Limited	2307	Bargain House of Canada Limited	2307
Bellauto Ltée.	2307	Bellauto Ltée.	2307
Be-St Realities Corporation.	2308	Be-St Realities Corporation.	2308

LETTERS PATENT:

Blais Inc.	2308	Blais Inc.	2308
C. E. Fournelle Limitée.	2309	C. E. Fournelle Limitée.	2309
Ciné-Québec Inc.	2309	Ciné-Québec Inc.	2309
Cosmo Import-Export Co. Ltd.	2310	Cosmo Import-Export Co. Ltd.	2310
Eastern Plumbing & Heating Ltd.	2311	Eastern Plumbing & Heating Ltd.	2311
(Equipment-Institutions Limitée) — Institutions Equipment Limited.	2311	(Equipment-Institutions Limitée) — Institutions Equipment Limited.	2311
Evolution Publishing Inc.	2312	Evolution Publishing Inc.	2312
Favorite Small Wares Limited.	2312	Favorite Small Wares Limited.	2312
Frank Strusser Company	2312	Frank Strusser Company	2312
Galeries des Décorations, Limitée.	2313	Galeries des Décorations, Limitée.	2313
Girard & Bellefleur Cie Ltée.	2313	Girard & Bellefleur Cie Ltée.	2313
Imprimerie Bernard Ltée.	2314	Imprimerie Bernard Ltée.	2314
International Trading & Passengers Service Ltd.	2314	International Trading & Passengers Service Ltd.	2314
Johnston Machinery and Supply Com- pany Limited.	2315	Johnston Machinery and Supply Com- pany Limited.	2315
La Cie de Pierre de Taille Martineau, Ltée — Martineau Cut Stone Co. Ltd.	2315	La Cie de Pierre de Taille Martineau, Ltée — Martineau Cut Stone Co. Ltd.	2315
La Compagnie des Ailes du Nord Limi- tée — (Northern Wings Company Limi- tée)	2316	La Compagnie des Ailes du Nord Limi- tée — (Northern Wings Company Limi- tée)	2316
La Ligue Panaméricaine du Canada (Québec) — The Pan-American Lea- gue of Canada (Quebec)	2317	The Pan-American League of Canada (Quebec) — La Ligue Panaméricaine du Canada (Quebec)	2317
Lann Specialties Ltd.	2317	Lann Specialties Ltd.	2317
L'Association Sportive de Château d'Eau Inc.	2318	L'Association Sportive de Château d'Eau Inc.	2318
Le Plastic Marbau Inc. — Marbau Plas- tics Inc.	2318	Marbeau Plastics Inc. — Le Plastic Marbau Inc.	2318
Les Editions de l'Arbre Inc.	2319	Les Editions de l'Arbre Inc.	2319
Machineries Pont-Rouge, Limitée.	2319	Machineries Pont-Rouge, Limitée.	2319
Marché d'Orléans, Inc.	2320	Marché d'Orléans, Inc.	2320
Mark's Textiles Ltd.	2320	Mark's Textiles Ltd.	2320
Mercury Shoe Co. Ltd.	2321	Mercury Shoe Co. Ltd.	2321
Messier & Compagnie Limitée.	2321	Messier & Compagnie Limitée.	2321
Montreal Business Promotion Corpo- ration	2322	Montreal Business Promotion Corpo- ration	2322
New Louvre Mines Limited.	2322	New Louvre Mines Limited.	2322
Northern Enterprises Limited	2323	Northern Enterprises Limited	2323
Oeuvre des Terrains de Jeux Régionale de la Rive Sud	2324	Oeuvre des Terrains de Jeux Régionale de la Rive Sud	2324
Oka Wood Products Limited	2324	Oka Wood Products Limited	2324
Pan Investment Limited.	2325	Pan Investment Limited.	2325
Papeterie Lauzier Ltée — Lauzier Paper Ltd.	2325	Lauzier Paper Ltd. — Papeterie Lau- zier Ltée.	2325
Quebec Stitchdown Shoe Limited.	2325	Quebec Sitchdown Shoe Limited.	2325
Saguenay Fish & Trading Company Limited.	2326	Saguenay Fish & Trading Company Limited.	2326
Servitor Inc.	2326	Servitor Inc.	2326
Shannon Shoe Fitting Company Limited	2327	Shannon Shoe Fitting Company Limited.	2327
Shawinigan Buildings Limited.	2327	Shawinigan Buildings Limited.	2327
Shawinigan Mica Limited.	2328	Shawinigan Mica Limited.	2328
Smith Floral Shoppe Inc.	2328	Smith Floral Shoppe Inc.	2328
Snowdon Automobile Inc.	2329	Snowdon Automobile Inc.	2329
Spécialités Lasalle Specialties Inc.	2329	Spécialités Lasalle Specialties Inc.	2329
T & T Auto Supply Limited	2330	T & T Auto Supply Limited	2330
Ukrainian National Federation of Quebec	2330	Ukrainian National Federation of Quebec	2330
Yucca Café Ltée.	2331	Yucca Café Ltée.	2331

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Angel Frocks Inc.	2331
Compagnie de Prêts de Sherbrooke Limitée.	2332
Garage Lavigne Inc.	2332
Laing's Inn Inc.	2332
La Rose-Boutour Mines Limited.	2333
L'Edifice Laval Limitée.	2333
Les Industries Provinciales Limitée — Provincial Industries Limited.	2333
Pan-America Banana Producers Asso- ciation Limited.	2333
Stanley Bagg Corporation.	2334
The Canadian Fur Investments Limited.	2334

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Angel Frocks Inc.	2331
Compagnie de Prêts de Sherbrooke Limitée.	2332
Garage Lavigne Inc.	2332
Laing's Inn Inc.	2332
La Rose-Boutour Mines Limited	2333
L'Edifice Laval Limitée.	2333
Provincial Industries Limited — Les In- dustries Provinciales Limitée	2333
Pan-America Banana Producers Asso- ciation Limited.	2333
Stanley Bagg Corporation.	2334
The Canadian Fur Investments Limited.	2334

MINUTES DE NOTAIRES:

Crête, Hector.	2349
---------------------	------

NOTARIAL MINUTES:

Crête, Hector.	2349
---------------------	------

PROCLAMATION:

Concernant la mise en vigueur de la Loi
modifiant la Loi concernant un amé-
nagement hydro-électrique à Mont-
Laurier. 2349

SIÈGES SOCIAUX:

Associated Clothing Manufacturers of
the Province of Quebec, Inc. 2350
Les Editions de l'Arbre Inc. 2350
Spécialités Lasalle Specialties Inc. 2350

VENTES PAR SHÉRIFS:

IBERVILLE:

Benoit et vir vs Surprenant 2351

MONTCALM:

La Compagnie Mutuelle d'Immeubles
Ltée vs Héritiers François-Georges
Crépeau 2351

MONTREAL:

Lauzon vs Falovitch 2352
Mandeville vs Woolley 2352

11468-o

PROCLAMATION:

Concerning the coming into force of the
Act amending the Act respecting a
hydro-electric development at Mont-
Laurier. 2349

HEAD OFFICES:

Associated Clothing Manufacturers of
the Province of Quebec, Inc. 2350
Les Editions de l'Arbre Inc. 2350
Spécialités Lasalle Specialties Inc. 2350

SHERIFF'S SALES:

IBERVILLE:

Benoit et vir vs Surprenant 2351

MONTCALM:

La Compagnie Mutuelle d'Immeubles
Ltée vs Heirs of François-Georges
Crépeau 2351

MONTREAL:

Lauzon vs Falovitch 2352
Mandeville vs Woolley 2352

11468o

